

# Compte-rendu

## Séminaire transversal CORESTART

Rencontre chercheurs et acteurs publics  
*Année 1 - Lancement*

Vendredi 22 Juin 2018

Institut de la Communication et des Médias - Echirolles



Séminaire organisé par :

Animation et synthèse :

# Programme de la journée

Le programme de la journée s'est déroulé de la façon suivante :

- 09:30 - 12:00 - Mot d'accueil par Jean-Philippe DE OLIVEIRA , GRESEC  
Présentation du projet CORESTART et des objectifs de chacun des 4 sous-projets  
Echanges avec les participants et questions aux porteurs de projets
- 12:00 - 13:30 - Déjeuner sur place
- 13:30 - 14 :30 - Café forum.  
Echanges informels entre les porteurs de projets et les collectivités partenaires
- 14:30 - 13 :30 - Tables rondes :
- 1 - Quelles attentes des territoires concernant le projet CORESTART, dans un contexte de changement climatique ?
  - 2 - Quelles sont les limites des dispositifs participatifs en matière d'information préventive ?

---

## SOMMAIRE

<b>I - Présentation du projet CORESTART</b>	<b>p3</b>
Contexte général du projet CORESTART	p3
WP1 – ADAPT - <i>Présentation et Questions</i>	p4
WP2 – COMMUNICARE - <i>Présentation et Questions</i>	p6
WP3 – I2PRI - <i>Présentation et Questions</i>	p7
WP4 – SMARS - <i>Présentation et Questions</i>	p8
<b>II - TABLES RONDES</b>	<b>p11</b>
<b>1 - SYNTHÈSE ET CARTE MENTALE DES ÉCHANGES</b>	<b>p11</b>
A - Besoins et attentes des territoires dans un contexte de changement climatique	p11
B - Dispositifs participatifs et co-construction, quelles limites ?	p12
<b>2 - CONTENUS DES ÉCHANGES IN EXTENSO</b>	<b>p13</b>
A - Besoins et attentes des territoires dans un contexte de changement climatique	p13
B - Parenthèse présentation des territoires d'études	p17
C - Dispositifs participatifs et co-construction, quelles limites ?	p18
<b>ANNEXE 1 - Liste des participants</b>	<b>p21</b>
<b>ANNEXE 2 - Support de présentation du projet CORESTART</b>	<b>p24</b>

# I - Présentation du projet CORESTART

La présentation du méta-projet et des 4 sous-parties a été proposée sur la base du support de présentation joint en Annexe 1.

Les questions et réactions qui ont suivi chacune des présentations sont retranscrites ci-après.

## Contexte général du projet CORESTART

CO-construire la RESilience des Territoires Alpains face aux Risques dits naturels, dans un contexte de changement climatique

*par Elise BECK*

Le consortium réuni au sein du projet CORESTART couvre un champ large de compétences. Il y a des liens forts avec les opérationnels, notamment à travers des temps forts de rencontre.

Le projet se divise en quatre phases et quatre ensembles de tâches.

Les quatre phases chronologiques consistent dans un premier temps à analyser les territoires pour mieux les connaître et identifier les outils de prévention existants. Ceux-ci sont caractérisés et évalués dans un second temps, puis une troisième phase consiste à co-construire avec les partenaires locaux des outils adaptés pour finalement les valoriser, de manière opérationnelle et scientifique dans une quatrième et dernière phase.

Le projet est également divisé en quatre ensembles de tâches qui se distinguent d'une part par les outils de prévention étudiés et d'autre part par les approches utilisées pour les étudier.

Les deux premiers ensembles de tâches - WP 1 et 2 - sont portés par deux universités différentes mais sont fortement articulés et consistent à co-construire des stratégies de communication aux territoires et publics cibles. Ils se caractérisent par une logique de co-construction sur l'ensemble du projet.

Le troisième ensemble de tâches - WP 3 - propose de développer des outils innovants, artistiques, pour évaluer l'impact des actions d'information préventive réglementaires et alternatives.

Enfin, le dernier ensemble de tâches - WP 4 - s'intéresse à une autre dimension en émergence, celle des réseaux sociaux numériques comme dispositifs permettant d'accroître la résilience des populations.

Parallèlement à ces 4 ensembles de tâches, des séminaires d'échanges transversaux annuels permettront de partager les bonnes pratiques, de confronter les méthodes et résultats de chaque ensemble de tâches.

L'importance de la co-construction dans le méta-projet est marquée jusque dans la réalisation des livrables, dont les opérationnels doivent pouvoir se saisir ; ils pourront ainsi se les approprier de manière très appliquée.

## WP1 – ADAPT

### Accompagner un Diagnostic pArtagé pour un Plan d'action de résilience des Territoires alpins

*par Pauline Texier*

Le projet ADAPT comporte deux grands objectifs opérationnels :

- Monter des scénarios d'adaptation au changement climatique ;
- Identifier des leviers de communication pour communiquer au mieux sur les risques majeurs et le changement climatique.

4 livrables opérationnels sont prévus dans le WP1.

Le projet est déjà bien avancé sur l'Indice de Résilience et le travail actuel porte sur l'indice effectivement réalisable. 3 indices ont été retenus, avec des intérêts variés qui vont être croisés pour la réalisation de l'indice CORESTART. Cet indice sera calculé sur 443 communes du massif alpin.

### WP 1 - Echanges avec les participants

Bertrand LACHAT, Elu de Claix : comment définit-on la résilience ?

Pauline TEXIER : la résilience est un terme utilisé dans de nombreux domaines, on parle même de « résilience des machines à laver ». La résilience des territoires se comprend à travers un angle, social, économique et environnemental. Pour être fort face à un évènement, les territoires peuvent construire des capacités pour être robustes, résistants face à ce phénomène, et être en capacité d'encaisser le choc et s'adapter.

François GIANNOCARO, IRMa : il serait intéressant d'avoir une approche systémique de la résilience, il existe des travaux universitaires sur la question qu'il serait intéressant de prendre en compte. On pourrait par exemple s'appuyer sur des travaux de Bernard Guézo (Cerema, Direction Villes et Territoires) sur la résilience territoriale.

Pauline TEXIER : l'approche systémique fait partie des objectifs de notre WP et de CORESTART. L'approche systémique est difficile à mettre en place à l'échelle communale ; elle sera bien intégrée, mais plutôt à l'échelle infra-communale.

Audrey BORELLY, pose la question de la définition de la résilience aux territoires.

Michel CHAVROT, élu de Ceillac, indique que la résilience s'est exprimée dans le Queyras après la crue de 1957 en faisant passer le territoire d'une économie agricole à une économie touristique. Aujourd'hui, l'enjeu avec le réchauffement climatique est de s'adapter à ces nouvelles conditions.

Christian GROSSAN, Maire de Ceillac, témoigne de la capacité de réaction et d'adaptation des Queyrassins qui a montré son efficacité en 1957 (aucune victime). Il doute de la même efficacité aujourd'hui avec la nouvelle structure de la population, plus nouvelle sur le territoire.

Pauline TEXIER explique que les évènements catastrophiques tels que ceux de 1957 dans le Queyras sont des « coups de marqueur » qui révèlent à la fois les dysfonctionnements du territoire et ses forces. A Ceillac, la catastrophe a révélé les forces du territoire qui ont permis de rebondir.

François GIANNOCARO, IRMa : en secteur de montagne, avec le risque d'isolement, la réponse verticale (par les autorités) a toutes les chances de faire défaut. Comment peut-on introduire la dimension d'horizontalité (interacteurs) qui permettrait de combler cette absence de réponse verticale ?

Pauline TEXIER : peu importe le type de bouleversement, on a toujours une société avec des capacités de réaction. Dans les pays du Sud, cette capacité de réaction n'est pas ou peu institutionnalisée et les sociétés « se débrouillent » dans l'horizontalité. Ces dispositifs sont difficiles à analyser car ils n'apparaissent pas au quotidien. En montagne, on observe que ces capacités horizontales s'ajoutent à une bonne institutionnalisation. Les deux dimensions se surimposent et seront intéressantes à creuser. L'idée sera de mettre en place des groupes de discussion pour laisser les personnes élaborer des réponses ensemble et les faire parler de cette horizontalité de la gestion des évènements.

Un travail avait été mené à Névache dans le cadre de la précédente programmation du POIA sous la forme cartographie participative en 3 dimensions. Cela avait permis de faire apparaître cette transversalité sociale qui existe de manière informelle. Il est toutefois difficile de rebondir sur ces initiatives informelles. Il n'y a pas forcément de besoin de formaliser ces réponses horizontales.

Antoine BOISSET, élu des Contamines : la co-construction semble être la meilleure des solutions mais il peut y avoir des différences de temporalités entre les contraintes universitaires et opérationnelles sur les territoires. L'enjeu sera donc de mobiliser des personnes ayant des temporalités d'actions différentes.

François GIANNOCARO, IRMa, revient sur les difficultés d'institutionnaliser les dimensions horizontales/transversales. Comment ne pas être confrontés à la même problématique cette fois-ci ?

Pauline TEXIER indique que les expériences intervenues depuis, dans les pays du Sud comme en montagne, permettront d'innover. CORESTART va s'attacher à construire des outils qui correspondent au mieux aux attentes des acteurs qui participeront. Un dispositif qui ne fonctionne pas n'est pas forcément un échec, c'est une expérience riche qui permet tout de même de construire la démarche.

## WP2 – COMMUNICARE

### Communiquer et Organiser des stratégies COMMUNes pour l'implication du publiC A propos des RisquEs

*par Jean-Philippe DE OLIVEIRA*

Focus sur les livrables opérationnels :

L2.1 : Diagnostic des stratégies de communication existantes et axes stratégiques de communication globale liée aux risques en fonction des spécificités du territoire :

Il s'agit d'enquêtes de seconde main, réalisées par d'autres, par exemple l'INSEE. L'étape 1 va aboutir à l'étape 2 pour établir des préconisations.

L2.2 : Recommandations pour la stratégie créative et les moyens

Ces recommandations pourront porter sur :

- Les contraintes à intégrer : respecter la charte graphique de la collectivité, ne pas être anxiogène, utiliser ou non l'humour...
- Les moyens : même s'ils sont très faibles on peut trouver des canaux / supports de diffusion de la communication.

L2.3 (Guide sur les pratiques des publics cibles face aux risques) et L2.4 (Scenarii stratégiques opérationnels de prévention à destination de nos partenaires locaux pour assurer la pérennité des dispositifs sur les territoires) sont d'avantage des zooms sur certains aspects de la connaissance et sont un peu moins directement opérationnels. Ils apporteront une meilleure connaissance de la population (L2.3), utile pour prendre des décisions politiques sur lesquelles le WP 2 n'intervient pas.

L'objectif de L2.4 est de produire un guide méthodologique pour assurer la mise à jour des outils, la question de la communication évoluant très rapidement.

### WP 2 - Echanges avec les participants

Benoît SAPET, IRMA : comment est prise en compte la population touristique qui représente près de 80% de la population des communes de montagne en haute saison ?

Jean-Philippe DE OLIVEIRA : elle sera prise en compte dans les échantillons et pourra faire l'objet de supports spécifiques. Le questionnaire fera la distinction entre la population permanente, la population secondaire régulière et la population touristique ponctuelle été / hiver. Ce questionnaire va être long et délicat à réaliser, entre autres car il s'agit bien d'une approche « chercheur » et pas « consultant ». Il y aura aussi une montée en généralité sur la phase finale du projet.

Bérengère CHARNAY, PNR Queyras : jusqu'à quand va remonter dans le temps le diagnostic ?

Jean-Philippe DE OLIVEIRA : pour Ceillac, en termes de stratégies de communication, 1957 c'est déjà très loin.

Pauline TEXIER : la récolte d'information remonte au maximum jusqu'aux environs de 1850, mais tout le matériel récolté ne sera pas directement utilisé.

Jean-Philippe DE OLIVEIRA : pour les aspects purement communication, le diagnostic a déjà été fait en détail jusqu'à la dernière mandature, et remontera à terme sur environ 10 ans.

Bérengère CHARNAY, PNR du Queyras, porte à connaissance l'existence de la pièce de théâtre « 1957, le torrent est partout » ainsi que le travail historique réalisé dans la cadre de la commémoration des crues de 1957, qui aborde entre autres la question de la communication.

## **WP3 – I2PRI**

### Protocoles alternatifs d'évaluation de l'Impact de l'Information Préventive sur les Risques

*par Elise BECK*



La méthodologie d'évaluation repose sur des mises en situation des individus pour les pousser à prendre des décisions face à des événements naturels en fonction de l'information qu'ils ont reçue.

2 types de phénomènes seront étudiés : les séismes et les inondations.

2 protocoles différents seront mis en œuvre : un serious game (jeu vidéo) et une « pièce dont vous êtes le héros » ; ils seront déployés début 2019.

Les premiers résultats obtenus comprennent un atlas qui permet d'adapter la théâtralisation au contexte local.

### WP 3 - Echanges avec les participants

François GIANNOCCARO, IRMA : il est important de pouvoir mesurer le niveau de perception avant ET après la campagne d'information préventive, et également d'évaluer combien de temps dure l'impact de l'information : cela sera-t-il étudié ?

Elise BECK et Audrey BORELLY : le nouveau protocole essaie de dépasser cette approche avant / après qui pose de gros problèmes d'échantillonnage ; la prise en compte se fera à travers un gros travail de débriefing à l'issue des mises en situation, qui intégrera tous les niveaux.

## WP4 – SMARS

### Smartphones et Réseaux Sociaux comme outils d'aide à l'alerte face aux risques

*par Johnny DOUVINET*

Le WP 4 va avancer en lien étroit avec les autres WP.

L'action n°1 (Evaluation du potentiel) est un benchmarking unique en France. 4 types d'acteurs ont été rencontrés, au niveau des communes et des Départements ; la majorité des entretiens ont été réalisés et l'étude se terminera en septembre. Une cinquantaine d'applications développées spécialement sur les risques naturels à l'échelle nationale ou communale ont été identifiées. La plupart de ces applications sont consultatives, mais pas participatives. Les RSN – Réseaux Sociaux Numériques – sont de plus en plus utilisés pour détecter des signaux faibles. En fonction des types de média on retrouve le même type d'info : Facebook, Instagram ou SnapChat rendent accessibles des informations « personnelles », alors que sur Tweeter les messages postés sont davantage professionnels.

L'action n°2 (Enjeux) s'intéresse particulièrement à 2 aspects :

- le temps réel ;
- les interactions.

L'action n°3 (Limites) s'intéresse entre autres :

- aux problèmes de couverture réseau sur les territoires de montagne ;
- aux problèmes liés à certaines vidéos diffusées sur internet qui mettent en scène des comportements inadaptés mais font le buzz et incitent à reproduire ces mauvais comportements.

Les réflexions mettent en évidence que le moment de l'alerte constitue un point de rupture (i) entre information et action, et (ii) entre connaissance scientifique et terrain réel.

Le SAIP – Système d'Alerte et d'Information à la Population a été abandonné en mai pour les smartphones, mais le projet se poursuit.

### WP 4 - Echanges avec les participants

François GIANNOCCARO, IRMA : les VOST (Virtual Operations Support Team) ont-ils été investigués ailleurs qu'en France ?

Johnny DOUVINET : pour l'instant nous nous sommes concentrés sur le bilan en France mais nous pourrions également aller voir ce qui se fait ailleurs. Un autre point qui nous interroge aussi est la question des communautés sur les médias sociaux : comment crée-t-on des communautés ? qui y invite-t-on ? Sur certains territoires, ce type d'approche a été déjà observé et fonctionne plutôt bien.

François GIANNOCCARO, IRMA : l'expérience de l'IRMA dans le cadre de la mise en œuvre des PCS – Plans Communaux de Sauvegarde - montre qu'il est plus efficace de se baser sur des applications locales existantes qui relaient de l'information locale, plutôt que d'inventer un protocole d'alerte spécifique.

Johnny DOUVINET : les observations globales montrent plusieurs tendances :

- pour bien fonctionner le Réseau Social doit être relayé localement ;
- la pratique doit préexister en amont d'un événement pour être efficace ;
- en situation d'urgence, une partie de la population se réfère préférentiellement aux médias sociaux et non plus aux numéros d'urgence ni aux médias officiels, ce qui est pour le moins inquiétant.

Béatrice GISCLARD, UAPV : l'idée du programme est aussi de comprendre quels sont les usages et les usagers des différents médias sociaux. Tout le monde ne va pas sur tous les médias sociaux en même temps, avec un usage quotidien. Par ailleurs, il y a aussi la question de la temporalité de la communication : on ne communique pas de la même manière en prévention, en alerte, pendant l'évènement... il n'y a pas les mêmes besoins, les mêmes attentes.

Johnny DOUVINET : on remarque que les jeunes de 15 à 18 ans privilégient l'application Snapchat et utilisent moins Facebook et Tweeter. De la même manière, dans certains pays, c'est Flickr qui marche mieux, notamment aux Philippines. Cela nous renvoie à la question qui était posée tout à l'heure de la manière de toucher les populations touristiques : comment les informer, alors qu'ils n'auront pas forcément les mêmes pratiques que les habitants du territoire ?

Benoît SAPET, IRMA : deux exemples d'utilisation des médias sociaux dans la gestion de l'urgence :

- Tignes cet hiver, face à une situation avalancheuse exceptionnelle qui a communiqué vers la population touristique via les médias sociaux a bien fonctionné. Suivi permanent de jour comme de nuit.

- Lalonde-les-Maures, qui a été étudié par l'équipe de Johnny Douvinet. Il n'y a pas de « meilleur canal », il faut privilégier la redondance des canaux.

François GIANNOCARO, IRMA : dans un contexte « Montagne », avec des phénomènes à cinétique rapide, il apparaît nécessaire d'imaginer une stratégie d'information en temps réel qui devra intégrer, dans les premiers instants de l'évènement, une information en mode « réflexe ». On ne sait pas ce qui se passe à ce moment-là mais il y a nécessité de communiquer pour dire que l'on ne sait pas ce qui se passe.

En Italie, la stratégie de communication n'est pas liée à l'aléa mais au niveau d'incertitude. Ce n'est pas la même approche.

Jean-Philippe DE OLIVEIRA : dans les stratégies de communication, le WP 2 n'étudie pas les Réseaux Sociaux de manière spécifique, car le WP4 s'en charge. Le WP 2 ne proposera pas une stratégie numérique spécifique mais des stratégies de communication imprimées, relation presse...etc

Hakim AKRAB, GRESEC : autour de la redondance, il y a une réflexion à mener en termes « d'écosystème numérique ». Chaque dispositif numérique a sa propre façon de diffuser les messages, son propre format. Avez-vous pu identifier les configurations techniques de ces différents « tuyaux » ?

Johnny DOUVINET : l'objectif du rapport est de donner des préconisations opérationnelles dans les fiches pratiques que l'on va produire, tout en étant conscients que les stratégies de communication ne sont pas notre métier à la base.

Pauline TEXIER : est-ce possible pour les communes de cibler les portables présents sur leur territoire pour les inciter à télécharger l'application utile ? Cela permettrait de cibler tous les publics.

Johnny DOUVINET : la contrainte principale d'une application est l'installation qu'il faut faire pour l'utiliser. Certains territoires préfèrent utiliser une « notification push » en utilisant les applications déjà présentes sur les téléphones (ex : Waze).

Il existe aussi une solution technique proposée par les prestataires aujourd'hui en France pour envoyer des SMS aux personnes à proximité des antennes relais, mais cette solution n'est pas déployée en masse par les opérateurs. Cela pose aussi la question de savoir qui paye. Des discussions sont en cours.

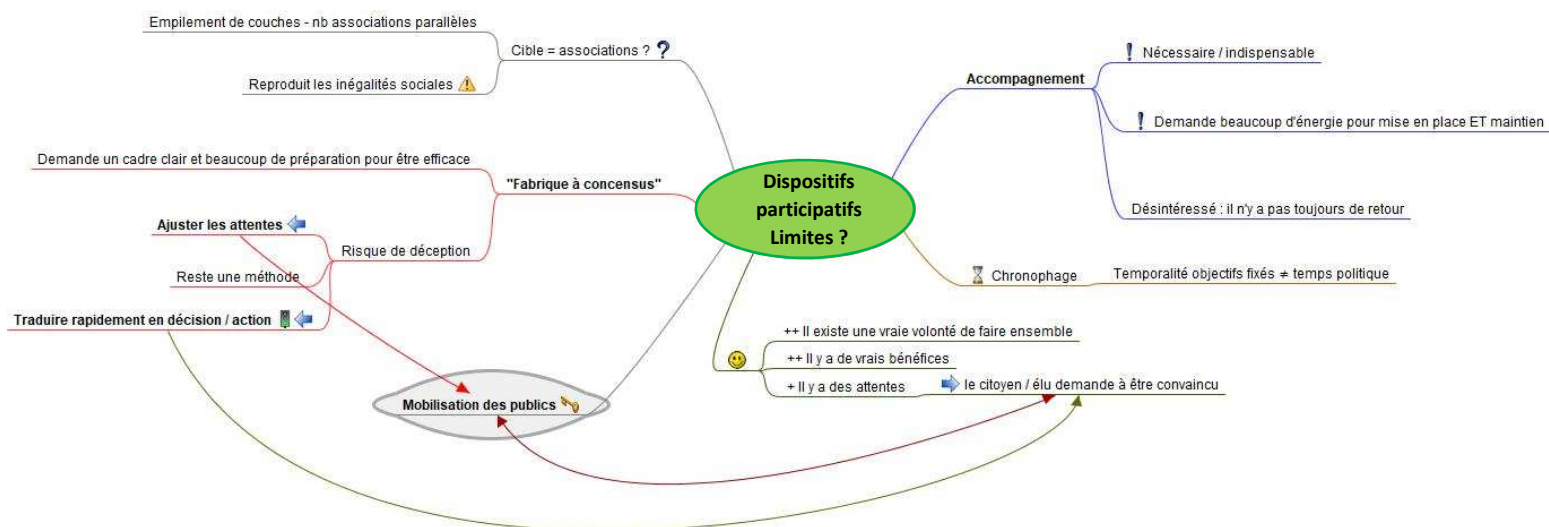
L'Union Européenne vient d'annoncer, qu'en cas d'alerte ou de risques, elle avait trouvé un accord avec les opérateurs téléphoniques pour mettre en place ces solutions... Mais en France ce n'est pas possible... La situation actuelle est donc un peu floue.



## B – Dispositifs participatifs et co-construction, quelles limites ?

Tout le monde constate que ce type de pratique fait partie des **attentes actuelles des citoyens** mais demande un **accompagnement chronophage** si l'on veut être vraiment dans la co-construction. Certains écueils à éviter sont identifiés, pour **éviter que le dispositif soit perçu comme une « fabrique à consensus »** plutôt qu'une réelle co-construction : clarifier les objectifs, ajuster les attentes, garantir des décisions/actions pour maintenir la dynamique.

Enfin, les questions de la **mobilisation des publics** et de la **détermination des cibles**, font échos à la première table ronde, rappelant tout l'intérêt de s'y intéresser.



## 2 - CONTENUS DES ECHANGES IN EXTENSO

### A – Quels besoins et attentes des territoires par rapport au projet CORESTART, dans un contexte de changement climatique

Bérangère CHARNAY, PNR du Queyras : la population touristique est importante à sonder. Événement de 1957 : la population qui avait l'habitude de vivre avec les risques a eu les bons comportements les bons gestes face à la crue centennale. Il n'y a pas eu pas de victime. Aujourd'hui, si on avait un évènement de ce type, quel serait le comportement des populations touristiques et nouveaux habitants ? La population actuelle semble plus vulnérable. Le PARN a animé il y a 2 ans un atelier sur la résilience dans le cadre d'un dossier PAPAM (Programme d'Action et de Prévention des Aléas de Montagne). Le diagnostic de vulnérabilité a montré que la population touristique était plus vulnérable.

Christian GROSSAN, Ceillac : le grand public n'est pas forcément prévenu ou averti, ni concerté. Les éléments de langage nous manquent, car on veut à la fois les informer des risques inhérents du territoire, mais on ne voudrait pas que ces infos les poussent à ne pas venir : attention à ce qu'on leur dit, pour ne pas les dissuader et faire baisser la fréquentation.

Bérangère CHARNAY, PNR du Queyras : il y aussi plusieurs catégories de touristes : le campeur qui vient 1 fois de passage mais il y a aussi 70% de résidences secondaires et donc des touristes réguliers.

Problématiques communes ?

Aurélia POSTOLY, Commune de Claix : nous avons moins la dimension touristique sur notre commune, mais ce qui est important, c'est d'informer les habitants, trouver des relais, qu'ils soient acteurs sur le plan professionnel, pour diffuser auprès de la population touristique : informer et former des personnes relais (« local champions », référents de secteur) pour diffuser les idées et les bons comportements. Les logeurs peuvent être de bons relais, ou pharmacies, commerçants ?

Antoine BOISSET, Les Contamines Montjoie : 2 éléments différents : attention au côté anxiogène, il y a 20 ans on ne pouvait pas dire que le Mont-Blanc était pollué mais aujourd'hui les choses sont en train d'évoluer.

2 leviers :

- côté prévention sensibilisation : comment on redonne le « vivre en montagne avec des risques »
- côté alerte en cas d'événement majeur : comment on communique mieux et efficacement en mode prévention et alerte ?

Johnny DOUVINET : on a parlé de la multiplication des outils, des canaux : utopiste d'informer 100% de la population : diminuer à une part de la population, système inégalitaire... Question aux élus : accepteriez-vous d'informer 20 à 30% de la population ? qui est à privilégier ?

Quelles cibles prioritaires ?

Christian GROSSAN, Ceillac : dans le PCS, on a identifié des gens plus vulnérables que d'autres, on assure leur évacuation.

Focalisé sur inondations : il y a aussi sur Ceillac des accidents mortels avec les avalanches : les relais identifiés sont les professionnels de la montagne, associations, les clubs avec un travail important d'éducation de leurs adhérents à faire. On constate qu'à Ceillac, sur une quinzaine de morts, il devait bien y avoir 12 qui étaient au CAF.

Antoine BOISSET, Les Contamines Montjoie : quand les enseignants donnent leurs cours, 20% des étudiants comprennent ? Non. En tant qu'élus, on ne peut pas se satisfaire de 30% de gens informés !! On est là pour faire le maximum, même si la réalité nous rattrape.

Jean-Philippe DE OLIVEIRA : Christian Grossan disait ce matin que la Culture se perd de génération en génération : peut-être pourrait-on miser d'abord sur les jeunes car ils ont moins la culture du risque ? Ou non car ils sont très bien informés ?

Attention à la multiplication des canaux, il faut éviter la cacophonie. Il faut bien gérer derrière la cohérence !

Il faut prioriser les cibles dans le plan de communication : cœur de cible, cibles secondaires, et échelonner les actions en expliquant pourquoi on cible la population choisie à un moment, et une autre population à un autre moment.

Michel CHAVROT, Ceillac : pour toucher un maximum de gens, à Ceillac, on identifie des personnes vulnérables à la fois au niveau physique et au niveau de l'accès à l'information (mémé de 80 ans qui n'a pas internet). Le côté collectif est très important face au problème commun qu'est le risque. Tout le monde est le garant de la transmission d'information, les témoins, etc... Cette collectivité est le meilleur garde-fou possible pour faire passer l'information ! A Ceillac, nous avons subi une période de plusieurs jours sans réseau. On voit dans ce cas-là que meilleur canal reste la voix ! Un élu référent, avec des relais dans chaque quartier qui fait passer l'information.

Hakim AKRAB, UGA GRESEC : l'intervention de Michel CHAVROT et Christian GROSSAN permet de pondérer le rôle de la communication, l'insérer dans une dynamique sociale, de ses traditions et son identité territoriale, ne pas trop déléguer à la technique...

Les personnes physiques sont un bon relais pour alerter !

Michel CHAVROT, Ceillac : il y a tout un travail à faire en amont pour expliquer comment une crise peut se passer, pour mettre en place un système qui va permettre qu'une personne lambda se préoccupe d'abord de son voisin, pour être sûr que tout le monde soit au courant y compris face à une coupure de courant etc... Le relais humain, cela fonctionnera toujours !

Aurelia POSTOLY, Claix, témoigne d'observations faites lors des événements de Décembre 2017 : quand une personne est considérée comme plus avertie sur les risques, connaissant les bons réflexes, les voisins le regardent. S'il évacue, les voisins le suivront. Les référents de secteurs ont un rôle important dans la décision à prendre sur le comportement à avoir.

Pauline TEXIER indique que ces comportements par mimétisme sont valables pour les bons ET les mauvais comportements.... Comment faire pour éviter cela ?

Johnny DOUVINET pose la question aux représentants des communes : y a-t-il des cibles prioritaires à identifier pour que l'information soit bien diffusée ensuite ? Comment faire diffuser l'information sans que les acteurs institutionnels soient impliqués ? former des personnes pour diffuser cette info ?

Antoine BOISSET, Les Contamines Montjoie : le fait de se baser sur des référents peut poser un problème : si les relais sont en vacances ? En cas d'événement majeur, on observe un élan de solidarité qui se crée, on va voir ses voisins.

Béatrice GISCLARD, UAPV : comment inscrire ces actions dans une temporalité plus longue ? Si c'est une association de bénévoles qui a été formée, qui prend le relais derrière dans 5 ans ? comment transmettre ces connaissances ?

Aurélia POSTOLY, Claix : hormis sur l'urbanisme, les seules personnes qui nous questionnent sur les risques sont les familles des enfants scolarisés. On pourrait envisager des actions à destination de ces familles.

Amandine CREVOLLIN : on se retrouve à devoir faire de l'information préventive avec un dilemme : lorsque qu'il n'y a pas d'évènement, on se dit « tout va bien », pas besoin de communiquer et à l'inverse, quand un évènement survient on ne veut pas communiquer non plus car on ne veut pas faire peur.

Entretien la mémoire et culture du risque, on a l'impression que ce n'est jamais le bon moment... comment procéder ?

Hakim AKRAB, UGA Gresec : pour rebondir sur l'intervention de B Gisclard sur la temporalité, cela demande du temps pour changer les représentations des publics, pour changer les comportements. Pour bien vulgariser, il faut donner une plus-value à l'information. La façon dont on présente cette information est importante, il ne faut pas se contenter d'une information brute ou de données statistiques. Il faut que l'information ait une valeur explicative forte....

Il faut une communication avec objectifs, donnant des raisons aux cibles de changer leurs comportements.

Michel CHAVROT, Ceillac : on ne peut pas se contenter d'une liste d'instructions, il faut qu'il y ait un volet éducatif. On adopte un bon comportement quand on comprend pourquoi. Un lieu existe pour ça, c'est l'école ! Le volet éducatif doit être pluriel, viser plusieurs cibles, mais peut-être plus marqué sur l'école.

Aurelia POSTOLY, Claix, indique que les enfants, qui voient tout ça à l'école, sont souvent plus informés que les parents.

Benoît SAPET, IRMa, fait la même remarque, en s'appuyant sur un exemple sur le tri des déchets.

Pauline TEXIER témoigne de son expérience par rapport à UNIFORCE. En travaillant avec les enfants au quotidien, sur une année scolaire avec des activités régulières, l'information est diffusée doucement, de manière simple et ludique. Les enfants, en parlant de ce qu'ils font à l'école avec leurs parents, leur transmettent une partie de ce savoir.

Le fait d'avoir un « public captif » est un point intéressant qui peut être une stratégie de communication : les employés sur leur lieu de travail, les enfants à l'école...

Amandine CREVOLLIN, PETR Grand Briançonnais : attention, les enfants ne sont pas là pour éduquer les parents ! (Retour des échanges IPRIM 2015)

Audrey BORELLY complète en disant que les enfants peuvent être de bons vecteurs mais il ne faut leur faire porter la responsabilité de la sécurité de leur famille.

Johnny DOUVINET : DICRIM jeunes : les enfants font le DICRIM de leur commune. Chaque école obligée de faire des exercices, il pourrait y avoir des exercices avec la commune et les enfants, pour faire des liens entre PPMS et PCS.

Benoit SAPET, IRMa : il ne faut pas que les exercices soient « subits » par les enfants dans les écoles. Il faut apporter une explication, contextualiser le comportement à adopter.

Johnny DOUVINET indique que l'IFFORME propose des formations pour les enseignants sur ce sujet.

Michel CHAVROT, Ceillac, réaffirme le besoin pour les enfants de savoir mesurer le risque pour agir, et non pas « agir sans réfléchir ». Ces comportements restent ancrés dans la mémoire des enfants pour longtemps.

Contexte de Changement Climatique : est-ce que cela modifie certaines choses pour vos territoires ?

Amandine CREVOLLIN, PETR Grand Briançonnais : comment on communique sur l'incertitude du changement climatique ? Cette thématique est vécue comme une nébuleuse.

Michel CHAVROT, Ceillac : le risque de changement climatique est parfois nié par la population pourtant à long terme cela met en péril la survie de la vallée. Les gens vivent à l'année dans notre vallée car il y a une bi-saisonnalité de leur activité. Si avec le changement climatique il n'y a plus de saison d'hiver, il n'y aura plus que l'été pour assurer un revenu et on ne vit pas avec l'été uniquement. Dans ce cas on ne parle plus de risque mais d'économie.

Pauline TEXIER : parler de CC aux populations n'est pas la bonne entrée. Il faut leur parler du quotidien, de la robustesse de leur activité, de l'économie car c'est leur priorité. Les risques naturels sont un message secondaire dans l'ordre des priorités des gens. Il faut entrer par la thématique qui les intéresse. On réduit la vulnérabilité en leur apportant des réponses à l'adaptation de leur activité économique.

Antoine BOISSET, Les Contamines Montjoie : le changement climatique est effectivement vécu comme une nébuleuse. Il y a 40 ans, on a eu l'essor du ski, aujourd'hui, il faut que nous ayons une vision nouvelle du territoire.

Aurelia POSTOLY, Claix : traiter la thématique du changement climatique, comme celle des risques, n'est pas une approche qui intéresse la population à priori.

Antoine BOISSET, Les Contamines Montjoie : la responsabilité des élus est de faire évoluer la perception de notre village. C'est un vœu pieux, un travail de longue haleine mais il faut prendre les décisions, impulser ces dynamiques.

Aurelia POSTOLY, Claix : on a malheureusement les mêmes difficultés avec les élus qu'avec les habitants. C'est un sujet qu'ils ne portent que difficilement.

## B - Parenthèse Présentation des territoires d'études

Aurelia POSTOLY : **Claix** est un territoire de plaine, bordant le Drac et s'étendant sur les contreforts du Vercors. Nous avons toutes les problématiques des communes de montagne, plus les risques technologiques. 8000 habitants.

Michel CHAVROT : **Ceillac** comporte 300 habitants permanents, 3600 lits touristiques l'été, un peu moins l'hiver car il n'y a pas de campeurs. 10 000 hectares. Reste 4 ou 5 agriculteurs, dont 2 agriculteurs de moins de 50 ans. L'artisanat bois est moins prospère que par le passé. De fait on peut dire que l'on a une mono-activité touristique avec un rapport été 60% et hiver 40%. Il va nous falloir penser à une politique de diversification des activités.

Antoine BOISSET : **Les Contamines** est située au pied du Mont-Blanc, 1200 habitants à l'année, 14 000 lits touristiques, 9000 Ha dont les 2/3 sont en réserve naturelle. Sur l'autre partie, domaine skiable de 150km de pistes. On a donc un équilibre entre une nature préservée et le tourisme.

Une évolution importante en 1 siècle, on est passé d'un système agro-sylvo-pastoral en autarcie, à l'essor de l'or blanc dans les années 1970 ce qui a engendré une modification du tissu socio-économique. Dans le contexte de changement climatique, avec un enneigement différent, la concurrence des stations françaises et européennes est de plus en plus forte et il faut donc se réinventer sans cesse. Nous avons aussi une situation spécifique avec 80% résidences secondaires, peu de lits chauds.

Béatrice GISCLARD présente l'un de leurs terrains d'études, dont les représentants n'ont pu participer au séminaire, qui se situe sur 3 communes au pied du Mont Ventoux : **Brantes** 80 habitants, **Malucène** 2800 habitants et **Beaumont-du-Ventoux** 285 habitants. Activités : tourisme, festival l'été. Une seule route d'accès, qui peut voir passer des milliers de touristes en une journée l'été. Les touristes ne perçoivent pas que ce territoire a les caractéristiques d'un territoire de montagne.

Amandine CREVOLLIN présente également :

**La Roche de Rame**, commune du département des Hautes-Alpes, au pays des Ecrins, 800 habitants. Un peu d'activité touristique avec le lac, de l'artisanat, et deux anciennes usines fermées : plastique PVC & alumine. Des risques principalement liés au torrent. **Aiguilles** : commune de la vallée Queyras, 425 habitants. Activités touristique et artisanale (BTP), avec un hôpital local qui emploie une centaine de personnes. Impactée notamment par le glissement du pas de l'Ours.

## C – Dispositifs participatifs et co-construction, quelles limites ?



Amandine CREVOLLIN, PETR Grand Briançonnais : dans le cadre de la GIRN, tout ce que l'on met en place est co-construit avec les acteurs (socio-pro, services de l'état, populations...) : les outils sont adaptés aux besoins. Même si c'est très positif, la principale difficulté est qu'il faut pousser la démarche en permanence (mode « push »), il faut les prendre par la main et cela **demande beaucoup d'énergie**.

Névache : la population fait ressortir que les risques naturels « on veut bien en parler et créer un groupe », mais quand on revient quelques temps plus tard, il n'y a plus personne.

Le dispositif participatif demande un **accompagnement important**, c'est l'une des limites.

Antoine BOISSET, Les Contamines Montjoie : la démarche est énergivore, la temporalité est longue, cela mobilise du monde tout le temps. Difficulté entre temps politique (mandat) et la co-construction longue.

Christian GROSSAN, Ceillac : la taille de nos petites communes et le nombre d'associations important qui existent (amis de Ceillac, parents d'élèves, clubs de sports, Queyravenir) fait que tout le monde est très sollicité partout. Les associations sont les interlocuteurs permanents de nos municipalités et on fait de la participation sans le dire.

Hakim AKRAB, UGA Gresec : certaines expérimentations ont montré que les démarches affichées de co-construction sont une « machine à fabriquer du consensus », forme d'instrumentalisation politique. L'enjeu serait alors de faire adhérer le plus grand nombre de personnes, à une décision prise au final par l'autorité.

Pauline TEXIER : effectivement il existe un risque d'instrumentalisation sur les dispositifs de co-construction, mais aussi un risque de reproduction des inégalités préexistantes : ceux qui participent au dispositif de co-construction sont ceux qui participent déjà habituellement à la prise de décision. Question aux représentants des communes : quelles sont vos intentions vis-à-vis du projet CORESTART dans ce cadre ?

Christian GROSSAN, Ceillac : si ce sont les chercheurs qui posent les questions, il y aura à priori plus de réponse que si ce sont les élus qui demandent. Sur notre territoire, la volonté est réelle de « faire ensemble » (société coopérative, ferme photovoltaïque...) Exemple à Saint-Véran dans le passé : mutuelle d'assurance pour animaux de trait, ils se cotisaient pour remplacer les animaux.

Michel CHAVROT, Ceillac : même si le collectif est moins prégnant qu'avant, il existe encore.

Antoine BOISSET, Les Contamines Montjoie : pas d'attente spécifique sur ces dispositifs. Pour caricaturer nos décisions prises, on dit parfois aux Contamines que ce genre de processus peut être une « dictature participative ». C'est l'occasion de tester quelque chose sur notre territoire.

Trop souvent, c'est le consensus qui l'emporte, avec un nivellement par le bas. Par exemple, notre PLU n'a pas été révisé depuis 30 ans, car le sujet ne fait pas consensus.

Aurelia POSTOLY, Claix : on vous voit arriver comme des compétences pour nous aider à avancer

Pauline TEXIER : avez-vous l'impression que l'on vous pousse à faire du participatif actuellement ?

Aurelia POSTOLY, Claix : oui. Mais le participatif nécessite beaucoup de préparation et des objectifs clairs, pour produire quelque chose de concret, ne pas s'en tenir à coller des gommettes.

Jean Philippe DE OLIVEIRA : il y a une vraie demande des citoyens d'une nouvelle forme de gouvernance mais les citoyens n'ont pas attendu des dispositifs de consultation formelle pour participer, via les associations par exemple, et faire entendre leur voix.

La question aujourd'hui est de savoir comment faire participer ceux qui ne participent pas spontanément ?

Quand l'expérience de participation est décevante, les acteurs se découragent. Les personnes qui participent peuvent être déçues car la décision prise ne leur correspond pas forcément.

Nous proposons **de faire du participatif comme une méthode** pour avoir des résultats, on est neutres, pas politisés dans notre approche. On a cet atout par rapport aux élus et j'espère que nous réussirons.

Aurelia POSTOLY, Claix : le participatif fonctionne lorsque la thématique touche vraiment les gens, quand on parle de leur maison, de l'urbanisme par exemple.

Pauline TEXIER : sans décision ferme prise à l'issue de la participation, on détruit les espoirs des participants. En tant que territoires, et malgré vos contraintes, pensez-vous que les résultats de co-construction puissent aboutir à des actions de votre part ?

Christian GROSSAN, Ceillac : si cela permet d'aboutir à des orientations, ce serait déjà bien. Et on espère aussi faire un peu évoluer les mentalités.

Johnny DOUVINET : Je ne suis pas sûr que nous, les chercheurs, soyons forcément plus légitimes à questionner les populations que les élus. La participation est insatisfaisante, chronophage, énergivore, on y passe beaucoup de temps, mais vous voulez quand même informer tout le monde (c'est obligation réglementaire). Ne faudrait-il pas définir des cibles prioritaires ?

Aurelia POSTOLY, Claix : on cible les écoles, mais cela peut aussi être les associations.

Antoine BOISSET, Les Contamines Montjoie : il ne faut pas cibler prioritairement à ce stade du projet et il faudra pouvoir expliquer par la suite pourquoi on prend la décision de privilégier une cible ou l'autre.

Christian GROSSAN, Ceillac : les gens qui viennent sur les enquêtes publiques sont seulement ceux qui sont concernés (par leur terrain par exemple). Pour le captage de l'alimentation en eau du village, l'enquête a duré 3 jours et personne n'est venu.

Johnny DOUVINET : si nos protocoles fonctionnent, quels sont vos objectifs d'utilisation à l'issue de nos travaux ?

Jean Philippe DE OLIVEIRA : de mon point de vue la recherche-action consiste à créer des connaissances, renouveler les approches participatives. On ne va rien promettre aux personnes que l'on sollicitera. Il faut voir notre action comme une aide à la décision, et vous, les territoires, en ferez ce que vous voulez.

Benoit SAPET, IRMa : quelle forme va prendre cette participation avec les habitants ?

Jean Philippe DE OLIVEIRA : nous sommes encore très loin de pouvoir répondre à cette question. C'est trop tôt, nous sommes au début du projet qui va durer 3 ans.

Johnny DOUVINET : notre méthodologie, c'est d'abord écouter la population, comprendre ce qu'elle veut, nous y adapter du mieux possible avant de déterminer la façon dont nous allons procéder pour mettre en œuvre cette participation.

Pauline TEXIER : il est important de ne pas avoir un projet tout ficelé. Exemple des femmes en Afrique du sud qui ont décidé elles-mêmes le sujet sur lequel les travaux de recherches ont été conduits. Pour CORESTART, il s'agira aussi de trouver le bon vecteur pour correspondre aux priorités des populations, qui doivent rester la porte d'entrée dans le projet.

## **ANNEXE 1**

### **Liste des participants**

## Séminaire POIA Co-RESTART Chercheurs et acteurs publics 22 juin 2018 - UGA - Institut de la communication et des médias

NOM	Prénom	Institution/collectivité	Fonction	Adresse mail	Présence
AIMABLE	Louise	UGA-PACTE	Stagiaire	<a href="mailto:louise.aimable@gmail.com">louise.aimable@gmail.com</a>	Présent
AKRAB	Hakim	UGA-GRESEC	Post-doctorant	<a href="mailto:hakim.akrab@univ-grenoble-alpes.fr">hakim.akrab@univ-grenoble-alpes.fr</a>	Présent
ANDRE-POYAUD	Isabelle	UGA-PACTE	Ingénieur de recherche	<a href="mailto:isabelle.andre-poyaud@univ-grenoble-alpes.fr">isabelle.andre-poyaud@univ-grenoble-alpes.fr</a>	Excusé
ANDRES	Marie-Alix	IRMa	Stagiaire Pauline UNIFORCE	<a href="mailto:marievalix.andres3@gmail.com">marievalix.andres3@gmail.com</a>	Présent
ARNAUD	Aurélie	AMU - LIEU	Enseignant-chercheur	<a href="mailto:aurelie.arnaud@univ-amu.fr">aurelie.arnaud@univ-amu.fr</a>	Présent
AUGENDRE	Marie	Lyon 2 - EVS	Enseignant-chercheur	<a href="mailto:marie.augendre@univ-lyon2.fr">marie.augendre@univ-lyon2.fr</a>	Présent
BECK	Elise	UGA-PACTE	Enseignant-chercheur/resp. scientifique	<a href="mailto:elise.beck@univ-grenoble-alpes.fr">elise.beck@univ-grenoble-alpes.fr</a>	Présent
BESANÇON	Rémi	Sauveteurs secouristes Pontois	Responsable opérationnel	<a href="mailto:secouristes.pontois@wanadoo.fr">secouristes.pontois@wanadoo.fr</a>	Présent
BOISSET	Antoine	Mairie Contamines Montjoie	Elu environnement	<a href="mailto:antoine.boiss@hotmail.fr">antoine.boiss@hotmail.fr</a>	Présent
BOPP	Esteban	UAPV - ESPACE	Doctorant	<a href="mailto:esteban.bopp@univ-avignon.fr">esteban.bopp@univ-avignon.fr</a>	Présent
BORELLY	Audrey	UGA-PACTE	Doctorante	<a href="mailto:audrey.borelly@univ-grenoble-alpes.fr">audrey.borelly@univ-grenoble-alpes.fr</a>	Présent
BOUDIERES	Vincent	Grenoble Alpes Métropole	Responsable Mission Risques	<a href="mailto:vincent.boudieres@lametro.fr">vincent.boudieres@lametro.fr</a>	Présent
BOURGEOIS	Marc	Lyon 3 - EVS	Enseignant-chercheur	<a href="mailto:marc.bourgeois@univ-lyon3.fr">marc.bourgeois@univ-lyon3.fr</a>	Présent
CARTIER-MOULIN	Olivier	Astérisques Consultants	Consultants Gestion des Risques Majeurs	<a href="mailto:olivier.cartier@asterisques-consultants.com">olivier.cartier@asterisques-consultants.com</a>	Présent
CHAMBRU	Mikaël	UGA-GRESEC	Enseignant-Chercheur	<a href="mailto:mikael.chambru@univ-grenoble-alpes.fr">mikael.chambru@univ-grenoble-alpes.fr</a>	Présent
CHARNAY	Bérangère	Parc Naturel Queyras	Ch-d-M eau, prévention, risques naturels	<a href="mailto:b.charnay@pnr-queyras.fr">b.charnay@pnr-queyras.fr</a>	Présent
CHAVROT	Michel	Mairie Ceillac	Elu - 1er Adjoint	<a href="mailto:michel@ceillac.com">michel@ceillac.com</a>	Présent
CREVOLIN	Amandine	PETR Briançonnais	Chargée de mission risques	<a href="mailto:a.crevolin@paysgrandbrianconnais.fr">a.crevolin@paysgrandbrianconnais.fr</a>	Présent
DE OLIVEIRA	Jean-Philippe	UGA - GRESEC	Enseignant-chercheur / resp. scientifique	<a href="mailto:jean-philippe.de-oliveira@univ-grenoble-alpes.fr">jean-philippe.de-oliveira@univ-grenoble-alpes.fr</a>	Présent
DOUVINET	Johnny	UAPV - ESPACE	Enseignant-chercheur/resp. scientifique	<a href="mailto:johnny.douvinet@univ-avignon.fr">johnny.douvinet@univ-avignon.fr</a>	Présent
DUCHE	Sarah	UGA-PACTE	Enseignant-chercheur	<a href="mailto:sarah.duche@univ-grenoble-alpes.fr">sarah.duche@univ-grenoble-alpes.fr</a>	Excusé
EINHORN	Benjamin	PARN	Directeur	<a href="mailto:benjamin.einhorn@univ-grenoble-alpes.fr">benjamin.einhorn@univ-grenoble-alpes.fr</a>	Présent
FANGET	Céline	UGA-PACTE	Etudiante	<a href="mailto:celine.fanget@etu.univ-montp3.fr">celine.fanget@etu.univ-montp3.fr</a>	Présent

GAIDATZIS	Christelle	Comet'		<a href="mailto:christelle.gaidatzis@gmail.com">christelle.gaidatzis@gmail.com</a>	Présent
GIANOCARRO	François	IRMa	Directeur	<a href="mailto:francois.giannocaro@irma-grenoble.com">francois.giannocaro@irma-grenoble.com</a>	Présent
GISCLARD	Béatrice	UAPV - ESPACE	Post-doctorante	<a href="mailto:beatrice.gisclard@univ-avignon.fr">beatrice.gisclard@univ-avignon.fr</a>	Présent
GRANCHER	Delphine	CNRS	Ingénieur de Recherche	<a href="mailto:delphine.grancher@lgp.cnrs.fr">delphine.grancher@lgp.cnrs.fr</a>	Par Skype
GRENIER	Mathieu	SYMBHI	Ingénieur	<a href="mailto:mathieu.grenier@isere.fr">mathieu.grenier@isere.fr</a>	Présent
GROSSAN	Christian	Mairie Ceillac	Maire	<a href="mailto:christiangrossan@wanadoo.fr">christiangrossan@wanadoo.fr</a>	Présent
LCHAT	Bertrand	Mairie de Claix	Maire adjoint	<a href="mailto:bertrand.lachat@ville-claix.fr">bertrand.lachat@ville-claix.fr</a>	Présent
LAFON	Benoît	UGA - GRESEC	Enseignant-chercheur	<a href="mailto:benoit.lafon@univ-grenoble-alpes.fr">benoit.lafon@univ-grenoble-alpes.fr</a>	Présent
LANGLOIS DE SEPTENVILLE	William	Lyon 3 - EVS	Doctorant	<a href="mailto:william.langlois-de-septenville@univ-lyon3.fr">william.langlois-de-septenville@univ-lyon3.fr</a>	Présent
LE BIDAN	Valentin	CD 38	Responsable routes risques naturels	<a href="mailto:valentin.le-bidan@isere.fr">valentin.le-bidan@isere.fr</a>	Excusé
MAILLEFERT	Muriel	Lyon 3 - EVS	Enseignant-chercheur	<a href="mailto:muriel.maillefert@univ-lyon3.fr">muriel.maillefert@univ-lyon3.fr</a>	Présent
MAVELLIA	Suzy	UGA-PACTE	Gestionnaire	<a href="mailto:suzy.mavellia@umrpacte.fr">suzy.mavellia@umrpacte.fr</a>	Présent
MICHALLON	Nathalie	Mairie de Grenoble	Service Sécurité civile	<a href="mailto:nathalie.michallon@grenoble.fr">nathalie.michallon@grenoble.fr</a>	Excusé
MIRABAUD	Thierry	Marie Contamines-Montjoie	Elu Finances	<a href="mailto:thmirabaud@yahoo.fr">thmirabaud@yahoo.fr</a>	Présent
PAILLIART	Isabelle	UGA-GRESEC	Enseignant - Chercheur	<a href="mailto:isabelle.pailliant@univ-grenoble-alpes.fr">isabelle.pailliant@univ-grenoble-alpes.fr</a>	Excusé
PEHAU	Peggy	Marie Contamines-Montjoie	Stagiaire PCS	<a href="mailto:peggypehau@gmail.com">peggypehau@gmail.com</a>	Excusé
PEISSIER	Carine	PARN	Chef de Projet	<a href="mailto:carine.peissier@univ-grenoble-alpes.fr">carine.peissier@univ-grenoble-alpes.fr</a>	Présent
POSTOLY	Aurélia	Mairie de Claix	Chargée de mission risques	<a href="mailto:aurelia.postoly@ville-claix.fr">aurelia.postoly@ville-claix.fr</a>	Présent
REVOL	Claire	UGA-PACTE	Enseignant-chercheur	<a href="mailto:claire.revol@univ-grenoble-alpes.fr">claire.revol@univ-grenoble-alpes.fr</a>	Présent
SAPET	Benoit	IRMa	Chef de projet	<a href="mailto:benoit.sapet@irma-grenoble.com">benoit.sapet@irma-grenoble.com</a>	Présent
SERVET	Pascal	Pascal Servet Conception	Comédien	<a href="mailto:pascal@pascalservet.fr">pascal@pascalservet.fr</a>	Excusé
SIROT	Emilie	UGA-PACTE	Stagiaire	<a href="mailto:emilie.sirot@etu.univ-grenoble-alpes.fr">emilie.sirot@etu.univ-grenoble-alpes.fr</a>	Présent
SOTO	Didier	Lyon 3 - EVS	Post-doctorant	<a href="mailto:sotodidierlyon3@gmail.com">sotodidierlyon3@gmail.com</a>	Excusé
STERCHELE	Laure	UGA-GRESEC	Ingénieure	<a href="mailto:laure-sterchele@univ-grenoble-alpes.fr">laure-sterchele@univ-grenoble-alpes.fr</a>	Présent
TEXIER	Pauline	Lyon 3 - EVS	Enseignant-chercheur/resp. scientifique	<a href="mailto:texier81@gmail.com">texier81@gmail.com</a>	Présent
VECK	Marine	PETR Briançonnais	Stagiaire		Présent
VIDAL	Alain	Sauveteurs secouristes Pontois	Président	<a href="mailto:alainvida@numericable.fr">alainvida@numericable.fr</a>	Présent

## **ANNEXE 2**

### **Support de présentation du projet CORESTART**



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

• *Projet financé sur la période 2017-2020 avec le concours de l'Union Européenne. L'Europe s'engage sur le Massif Alpin avec le Fonds Européen de Développement Régional*

# CO-RESTART

*CO-construire la REsilience des Territoires Alpains face aux Risques dits naTurels, dans un contexte de changement climatique*

**Vendredi 22 juin 2018**

**Séminaire annuel avec les partenaires**

**Pauline TEXIER, Lyon 3, EVS / Jean-Philippe DE OLIVEIRA, UGA, GRESEC /  
Elise BECK, UGA, PACTE / Johnny DOUVINET, UAPV, ESPACE**





europe.regionpaca.fr

## Programme



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

9h00-12h00

- ❖ **Présentation du projet CORESTART** : 15min
- ❖ **Présentation des objectifs par WP**
  - ➔ Pauline TEXIER et Jean-Philippe DE OLIVEIRA : WP1-ADAPT et 2-COMMUNICARE
  - ➔ Elise BECK : WP3 - I2PRI
  - ➔ Johnny DOUVINET : WP4 - SMARS

-----*Pause déjeuner - Buffet 12h00-13h00*-----

13h00-17h00

- ❖ **Café-forum des acteurs Tables rondes :**
  - **Quelles attentes des territoires par rapport au projet ?**
  - **Les limites des dispositifs participatifs et de co-construction**



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

# Point général introductif CO-RESTART Objectifs opérationnels



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

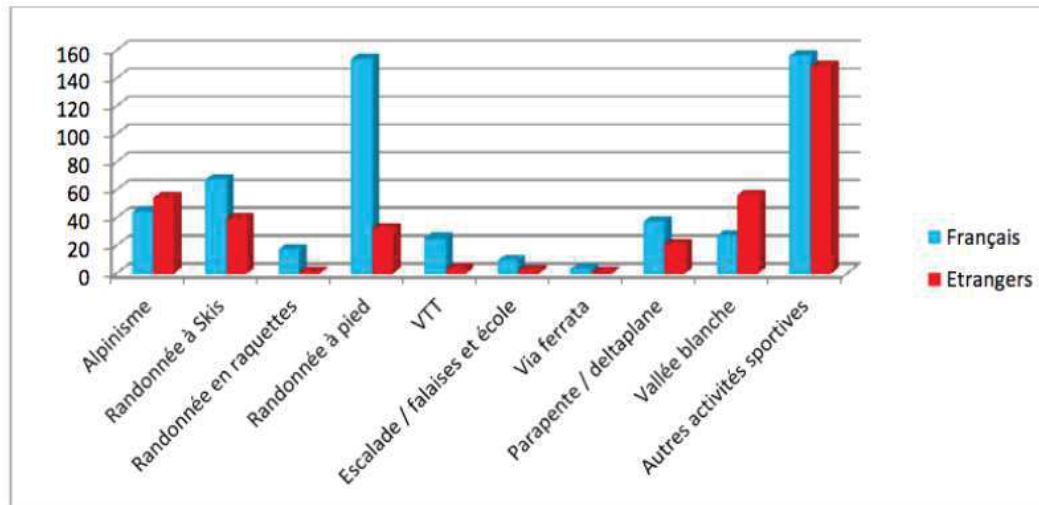
- *Rappels...*

- POIA : programme opérationnel interrégional du massif des Alpes
- Projets « Science – Décision – Action » (partenariat science/territoire fort)
- Financement européen
- Dossier déposé en février 2016
- Instruction courant 2017
- Démarrage des projets : 1<sup>er</sup> décembre 2017 (durée : 3 ans)

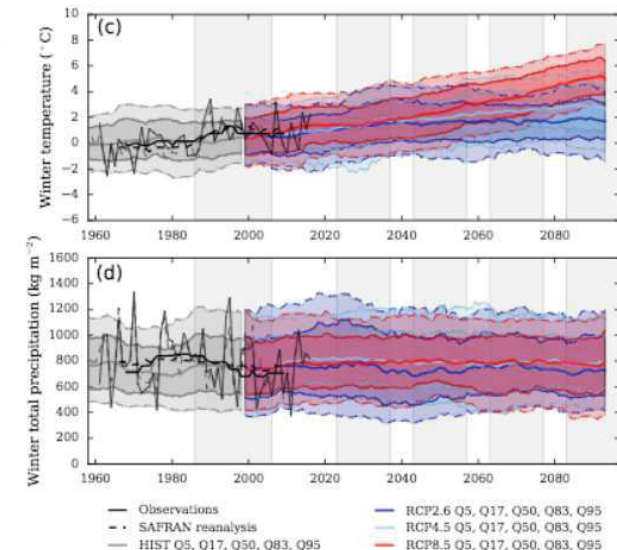


## • *Contexte général*

- **Axe OP3** : Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels **dans un contexte de changement climatique**
  - Les communes de montagne se heurtent à des difficultés économiques en lien avec la pérennité de leurs activités génératrices de revenus
  - Les dispositifs de prévention des RN actuellement en place ne répondent pas suffisamment aux attentes et aux besoins des populations cibles : nécessité d'adaptation à la diversité intra-sociétale



Nature des dommages et part des personnes de nationalité étrangère parmi les blessés en montagne (chiffres de l'année 2016-2017 en Haute-Savoie)



Forte sensibilité du manteau neigeux au changement climatique  
<https://www.the-cryosphere.net/12/1249/2018/tc-12-1249-2018.pdf>



- **Objectifs opérationnels CORESTART**

- **Renforcer les capacités d'adaptation des communes face au changement climatique, et ce dans deux axes complémentaires :**
  - Envisager et co-construire des scénarios économiques et sociaux d'adaptation au changement climatique, différentiels en fonction des groupes sociaux vivant sur les territoires
  - Renforcer et co-construire les dispositifs de prévention des risques majeurs :
    - Observer, comprendre et évaluer les **dispositifs de prévention** existants afin de **co-construire** une démarche de résilience innovante plus adaptée aux territoires et aux publics cibles
    - **Co-construire** des livrables permettant aux acteurs concernés de penser de nouvelles stratégies de gestion des risques naturels en contexte de changement climatique

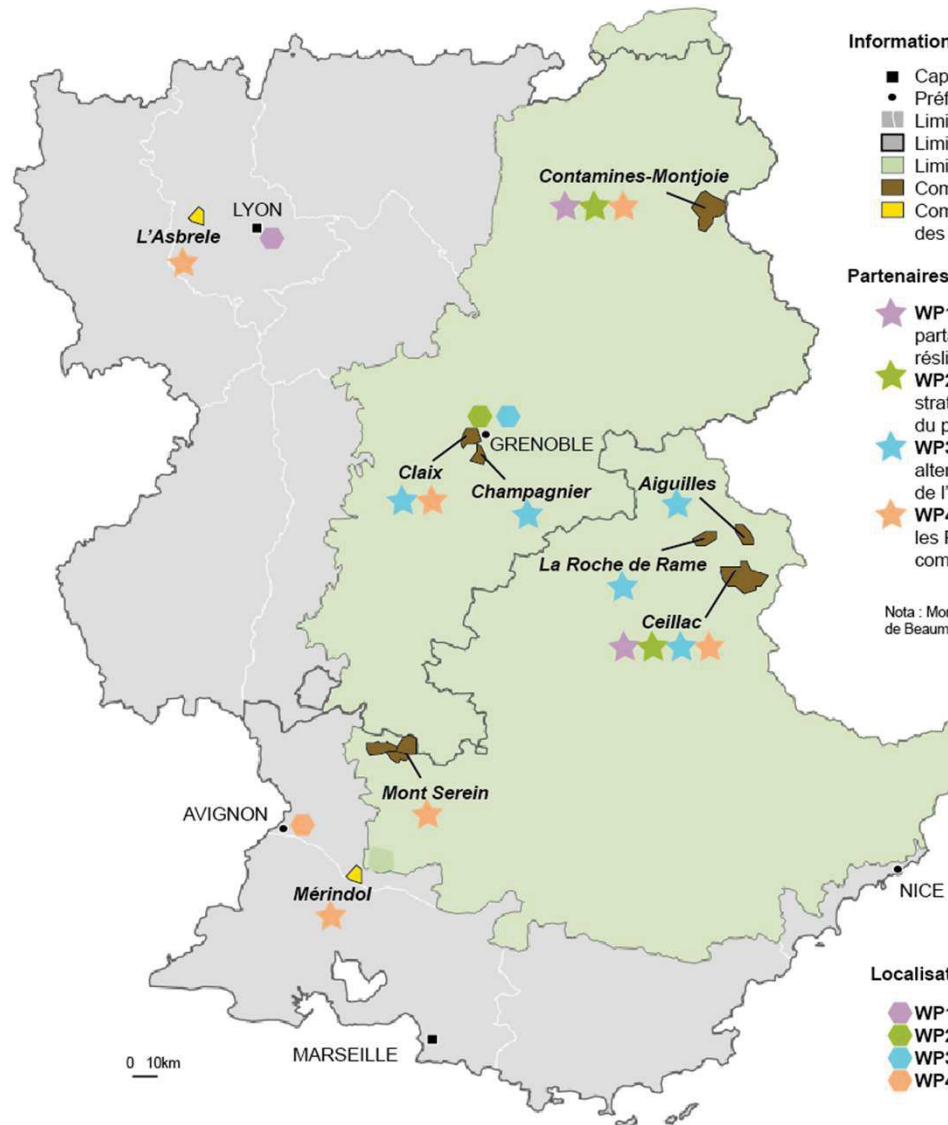


# • Territoires partenaires

Des territoires sur les 2 régions, dont certains communs aux autres WP

La commune, un échelon privilégié

Des partenaires multiples (Municipalités, Réserve naturelle, ComCom, Syndicat de bassin, PETR du Briançonnais, des Ecrins, du Guillestrois et du Queyras...)



### Informations administratives

- Capitale régionale
- Préfecture
- ▭ Limites départementales
- ▭ Limites régionales
- ▭ Limite du Massif des Alpes
- ▭ Communes choisies pour Co-RESTART
- ▭ Communes situées en dehors du Massif des Alpes mais soutenant les projets

### Partenaires du méta-projet Co-RESTART

- ★ WP1 - Accompagner un diagnostic partagé pour un Plan d'Action de résilience des territoires
- ★ WP2 - Communiquer et Organiser des stratégies communes pour l'Implication du public à propos des risques
- ★ WP3 - Tester des protocoles alternatifs d'évaluation de l'impact de l'information préventive
- ★ WP4 - Envisager les Smartphones et les Réseaux Sociaux Numériques comme leviers de résilience

Nota : Mont Serein regroupe les communes de Beaumont-du-Ventoux / Bédoin / Brantes

### Localisation des porteurs

- WP1 - UMR EVS, Lyon III
- WP2 - GRESEC, Grenoble Alpes
- WP3 - UMR PACTE, Grenoble Alpes
- WP4 - UMR ESPACE, Avignon

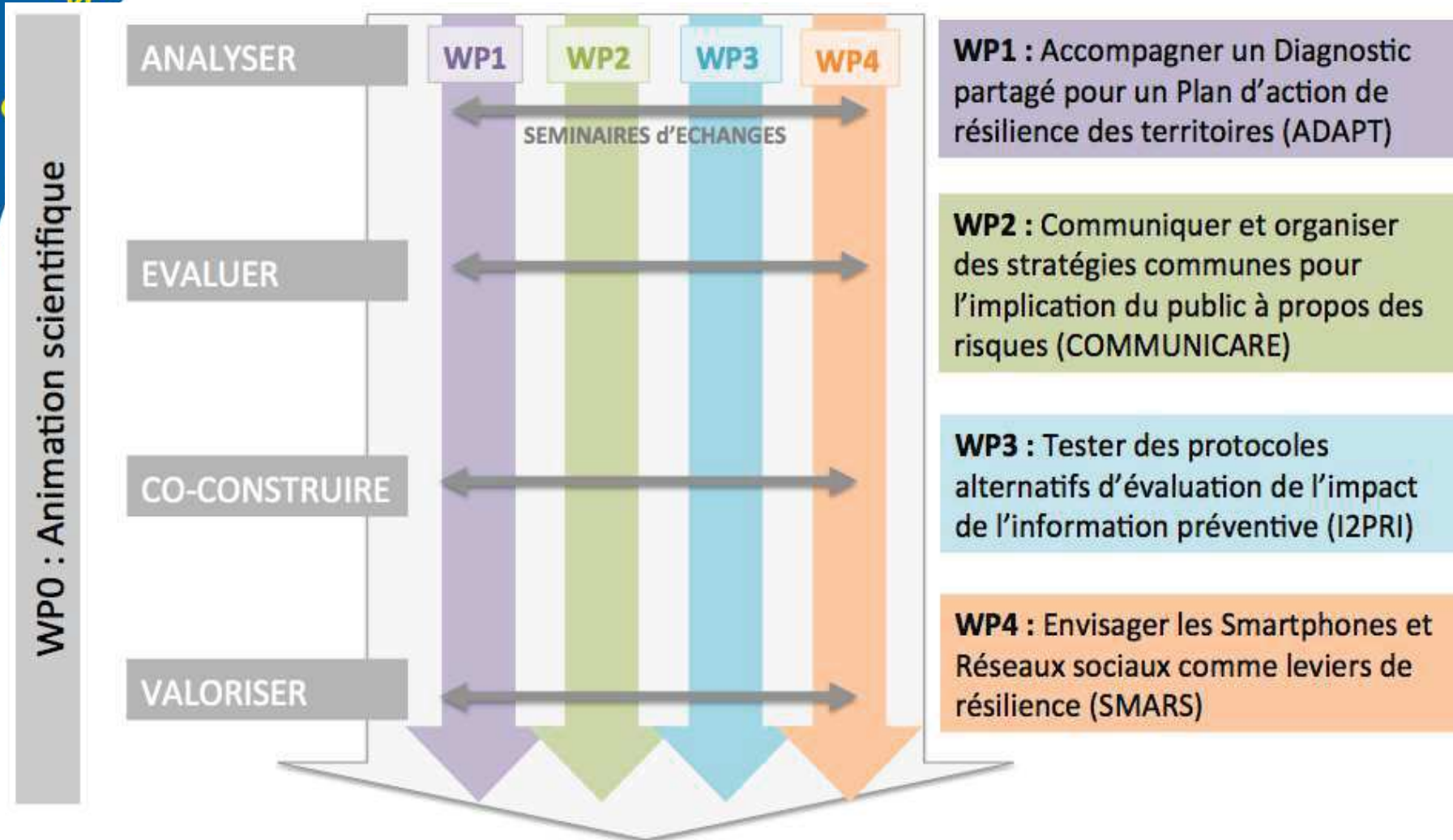


regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

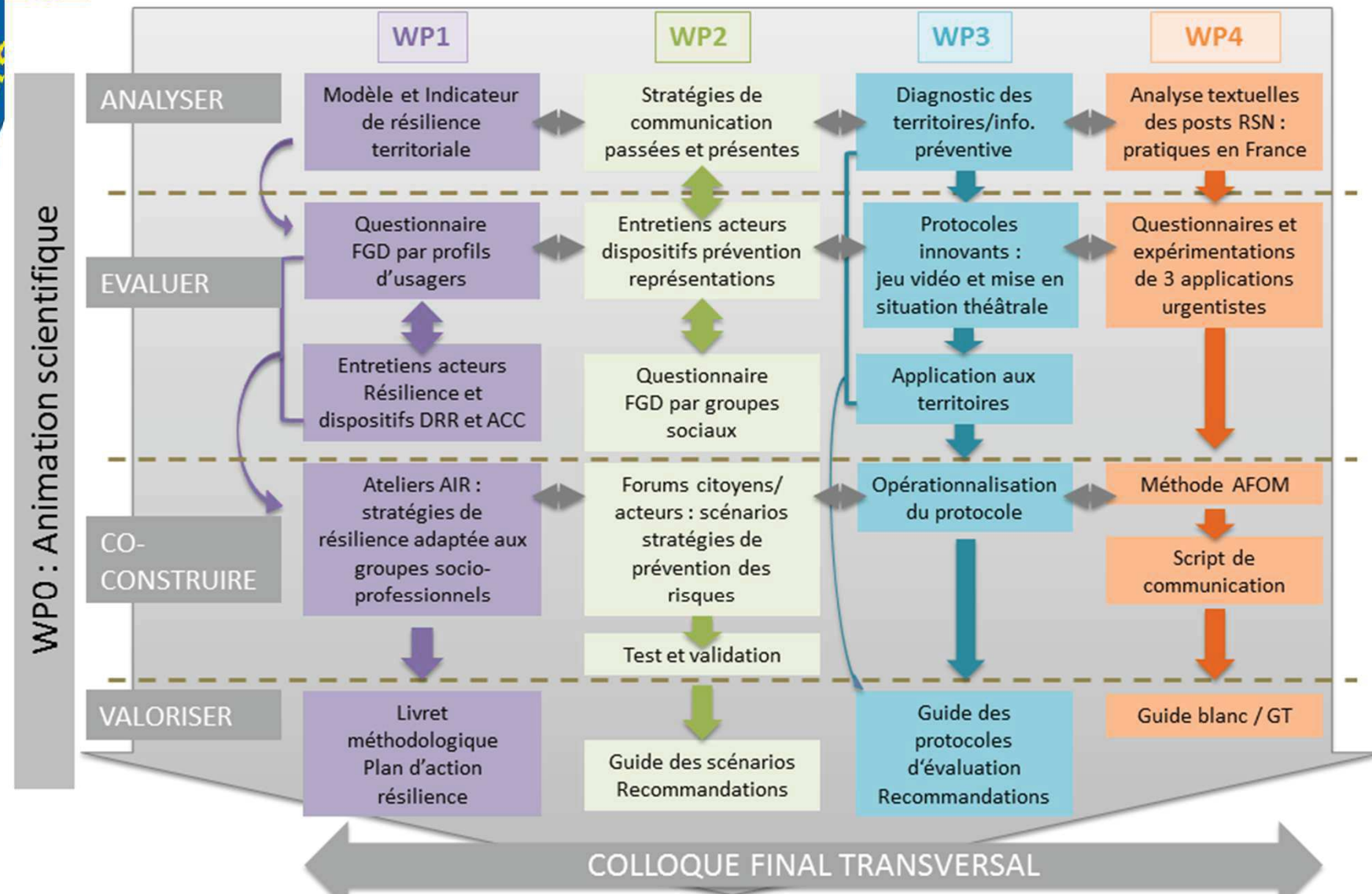
## • *Structure du méta-projet*



**ACCROÎTRE LA RESILIENCE DES TERRITOIRES ALPINS**



# Méthodes et protocoles d'action





## • *Compétences et forces d'action*

WP	Porteurs	Participants	Disciplines et compétences
<b>WP1</b>	Lyon 3	<b>Pauline TEXIER</b> , Muriel MAILLEFERT, Lise BOURDEAU-LEPAGE, Marc BOURGEOIS, Nadine ROUDIL, Marie AUGENDRE, Aurélie ARNAUD, Didier SOTO, William LANGLOIS de SEPTENVILLE, Delphine GRANCHER, Patrick PIGEON, Julien REBOTIER	Géographie (enquêtes participatives, carto-SIG, gestion des risques, résilience socio-économique, jeux d'acteurs) / économie / sociologie
<b>WP2</b>	UGA - GRESEC	<b>Jean-Philippe DE OLIVEIRA</b> , Mickael CHAMBRU, Hakim AKRAB, Benoit LAFON, Isabelle PAILLIART	Sciences de l'information et de la communication (stratégies de communication, enquêtes qualitatives et quantitatives, stratégies d'acteurs)
<b>WP3</b>	UGA - PACTE	<b>Elise BECK</b> , Audrey BORELLY, Emilie SIROT, Louise AIMABLE, Céline LUTOFF, Sarah DUCHE, Nicola ROBINET, Claire REVOL, Isabelle ANDRE-POYAUD, Delphine GRANCHER, Aurélie ARNAUD	Géographie (risques, dispositifs innovants, enquêtes, perception), statistiques (scénarios)
<b>WP4</b>	Avignon et Pays du Vaucluse	<b>Johnny DOUVINET</b> , Béatrice GISCLARD, Loïc GRASLAND, Damien SERRE, Karine WEISS, Serge CAPAROS, Richard GUILLANDE, Delphine GRANCHER, François GIANNOCCARO	Géographie (risques, Smartphones, RSN, enquêtes)/ Analyse spatiale (résilience territoriale) / Psychologie environnementale (perception et modes de représentation)

• *Une équipe pluridisciplinaire aux compétences multiples et imbriquées*



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

- ***Les rencontres scientifiques-opérationnels***

- Sur le terrain : par des réunions par WP(s)
- Annuellement, lors de rencontres pour partager nos avancées, nos attentes, nos besoins...
- Lors d'un colloque final en 2021



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

- **Résultats attendus**

**LIVRABLES RECHERCHE**

Publications et conférences scientifiques, articles et opérations de vulgarisation

**C  
O  
-  
C  
O  
N  
S  
T  
R  
U  
C  
T  
I  
O  
N**

**LIVRABLES OPERATIONNELS**

Diagnostics, méthodes, guides et outils co-construits applicables à d'autres territoires



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

# WP1 & WP2

# ADAPT & COMMUNICARE



## • *Enjeux opérationnels*

### ADAPT

### COMMUNICARE

OBJET

en géographie :  
résilience appliquée au champ de  
la réduction des risques  
(« naturels ») en contexte de CC



en Infocom :  
Communication publique  
territoriale liée à la gestion des  
risques

QUESTIONNEMENT

- Quelle Capacité d'adaptation économique des communes de montagne et groupes sociaux pour être plus robuste face au changement climatique ?



- A Quels enjeux doit répondre la communication des collectivités territoriales par rapport à la question de la résilience face au CC ?

OBJECTIFS  
OPERATIONNEL

- Elaborer des scénarios différentiels d'adaptation pour renforcer les moyens d'existence



- Identifier des leviers pour adapter les outils de communication sur les risques majeurs aux publics

OUTILS

• **DIAGNOSTIC ET OUTILS de CO-CONSTRUCTION**



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

- **4 Livrables opérationnels WP1 :**

*Evaluer (diagnostic) la résilience socio-économique des territoires face au CC et Co-construire des scénari d'adaptation par groupe socio-professionnel*

- **Indice de résilience à l'échelle des territoires alpins** : massif des Alpes et les 3 intercommunalités de nos 2 territoires Contamines et Ceillac (avec cartographie par SIG)
- **Guide de diagnostic partagé de la résilience d'un territoire**, adaptable à d'autres territoires (+Plaquettes de communication sur le guide méthodologique)
- **Livret de diagnostic partagé** de la résilience pour Ceillac et Contamines-Montjoie (avec carto)
- **Plan d'action multi-acteurs de résilience socio-économique** du territoire (développement soutenable à l'horizon 2030)



- Construire un Indice de résilience à l'échelle du Massif des Alpes

- [https://docs.google.com/spreadsheets/d/1\\_c\\_jNCbuYI65GH5OA-P1ozy7D-Gu6BgZoM0y38cx-yos/edit?ts=5a687015#gid=0](https://docs.google.com/spreadsheets/d/1_c_jNCbuYI65GH5OA-P1ozy7D-Gu6BgZoM0y38cx-yos/edit?ts=5a687015#gid=0)

Benchmarking et biblio : les indices de résilience existants

- Outil de benchmarking en ligne

Construction de notre indice idéal (multifacteurs, etc.) puis de notre indice réalisable

- Dépend des données disponibles
- Zone : massif des Alpes
- Individu : la commune

Phase SIG : création du SIG et cartographie

Echelle intercommunalité : travail d'enquête auprès des communes PETR et Comcom Pays Mont Blanc

Classification stat : profils de communes et analyse de nos 2 communes partenaires (objectif : les caractériser par rapport à l'ensemble)



- Construire un Indice de résilience à l'échelle du Massif des Alpes

Les indices retenus à l'issue du *benchmarking* :

### WORLD RISK REPORT (WRI)

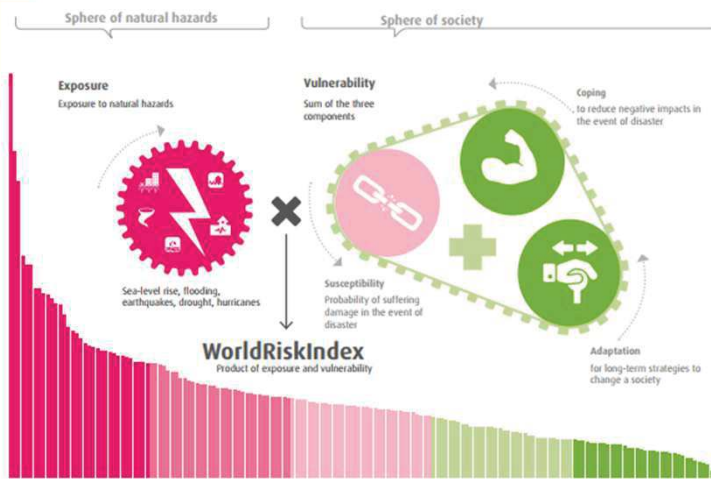
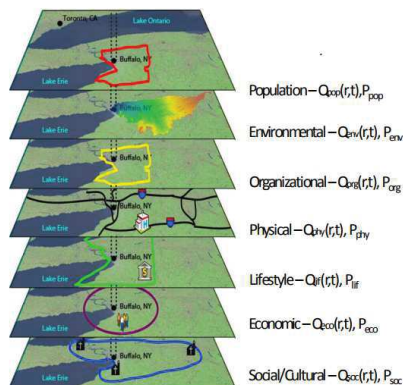
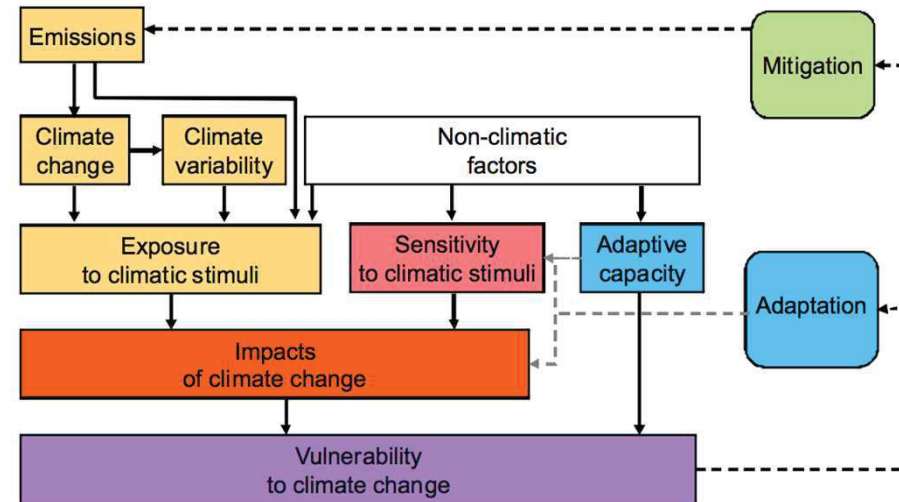


Figure 1: The WorldRiskIndex and its components

### PEOPLE

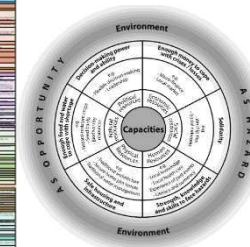


### ESPON



Category	Indicator	Value	Unit
Environment	...	...	...
	...	...	...
	...	...	...
	...	...	...
Society	...	...	...
	...	...	...
	...	...	...
	...	...	...
Economy	...	...	...
	...	...	...
	...	...	...
	...	...	...

### Cadre logique Du jeu UNIFORCE





europe.regionpaca.fr

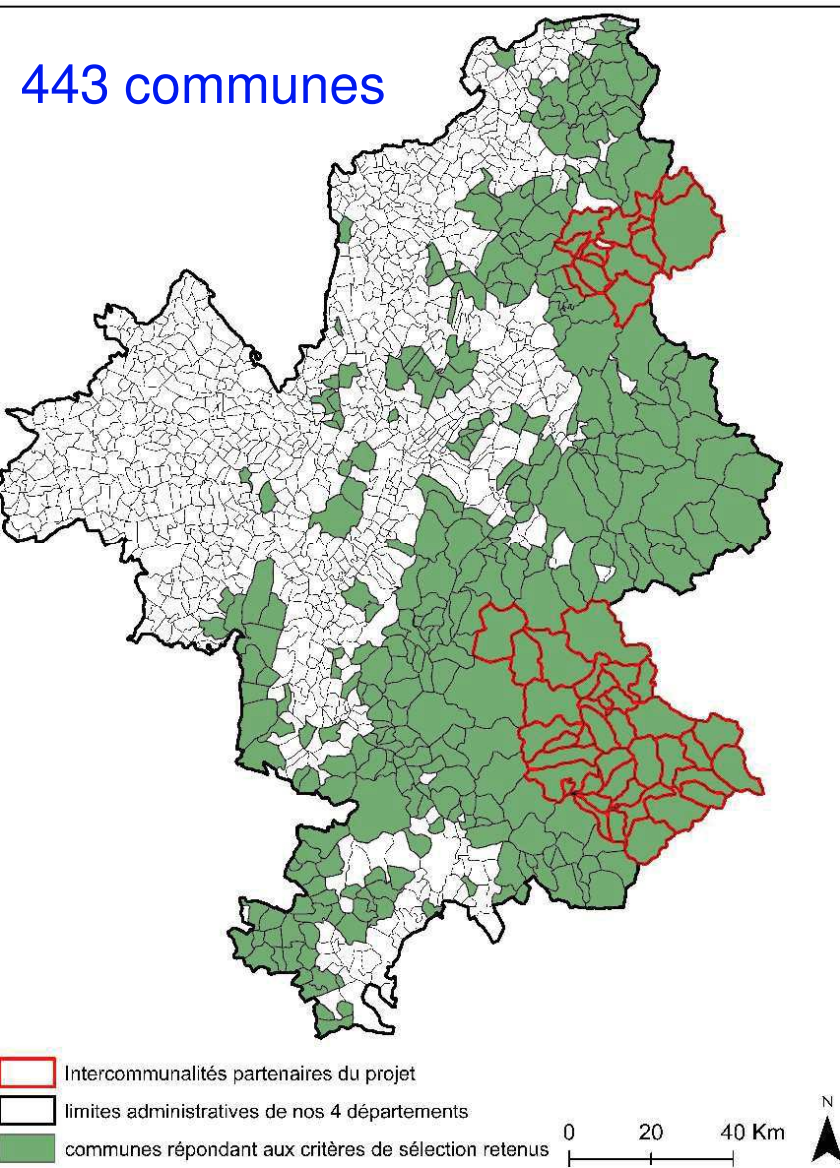
• Critères de sélection :

1274 communes

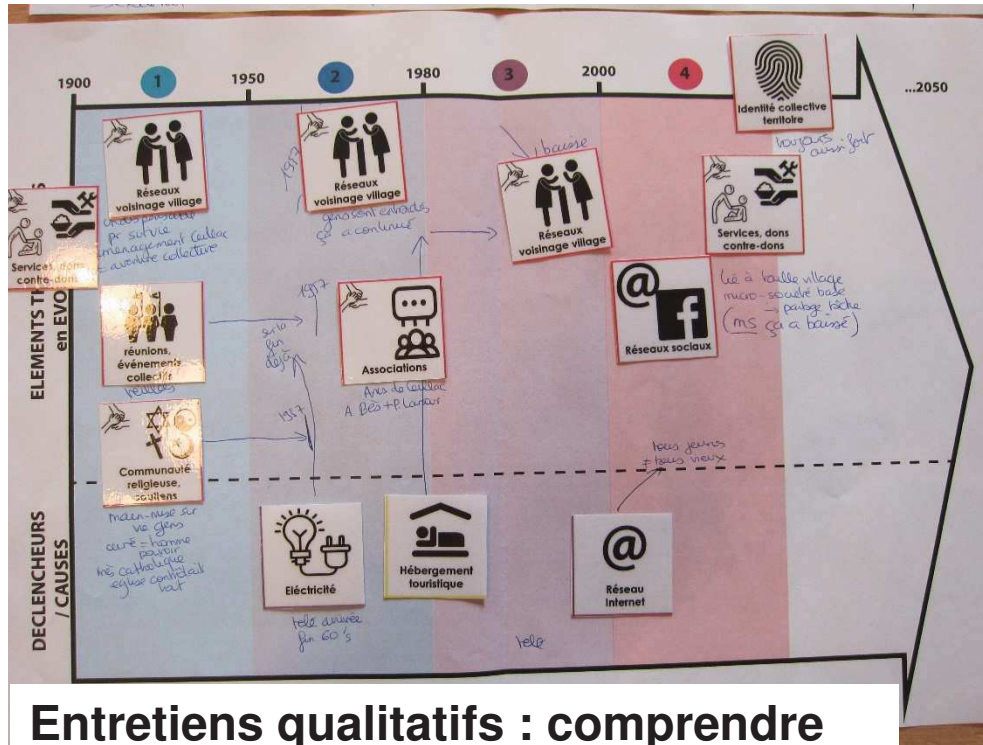
- 4 départements
- **Majorité du bâti >700m** (cf. Loi Montagne, 1985)
- Communes classées « **touristiques** »
- Communes >**28,73%** de résidences secondaires

443 communes

Résultat final de la sélection des communes de nos 4 départements

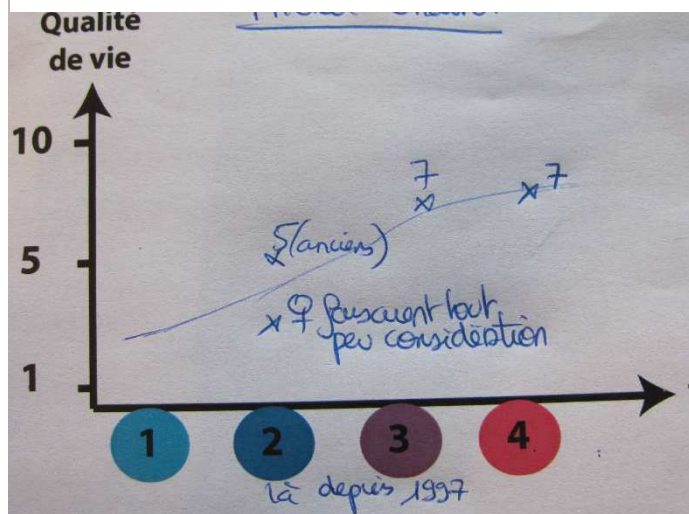


Blanc et Gerrer, 2018. Source: Geofla, BD alti 25m, Bd topo, IGN, entreprises.gouv, INSEE



La frise chronologique sur le banc d'essai ...

## Entretiens qualitatifs : comprendre les capacités héritées d'adaptation des communes face aux bouleversements





europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

# Questions ?

---

## WP1 - ADAPT



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

# WP2 COMMUNICARE

## *Livrables opérationnels*

- Livrables prévues dans le projet en année 2

L2.1 : Diagnostic des stratégies de communication existantes et axes stratégiques de communication globale liée aux risques en fonction des spécificités du territoire.

L2.2 : Recommandations pour la stratégie créative et des moyens.

L2.3 : Guide sur les pratiques des publics cibles face aux risques.

L2.4 : Scénarii stratégiques opérationnels de prévention à destination de nos partenaires locaux pour assurer la pérennité des dispositifs sur les territoires



## L2.1 : livrable sur les axes stratégiques

**Etape 1** : l'évaluation du contexte, des moyens de l'institution, des publics visés, de l'appréhension du sujet et de la communication existante pour en dégager les forces, les opportunités, les faiblesses et les menaces (SWOT)

Comment ? Par l'analyse de :

- La bibliographie existante
- L'analyse de supports (archives, supports de communication, articles de presse)
- D'enquêtes de seconde main ou réalisées pour l'étude

**Etape 2** : diagnostic des stratégies existantes et préconisations sur les leviers communicationnels à mobiliser sur la prévention des risques (en s'appuyant sur les forces et les opportunités)



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

## L2.2 : livrable sur la stratégie créative

**Etape 3** : A partir des préconisations stratégiques, élaboration d'un « cahier des charges » pour la communication, incluant :

- Les cibles
- Le message
- Le ton
- Les objectifs
- Les contraintes

**Etape 4** : Recommandations en termes de « supports » (en adéquation avec la cible, les objectifs et... les moyens)



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

## L2.3 & L2.4 : « zooms »

### Sur les publics ciblés (L2.3):

- Quelle est leur perception des risques ?
- Quelles sont leurs attentes en matière de communication sur les risques ?
- Quelle sont les leviers auxquels ils sont les plus sensibles ?
- ...

---

### Sur les scénarii stratégiques (L2.4):

- Guide méthodologique pour actualiser les données et les stratégies
- Guide pour orienter les futures actions de communication
- ➔ Autonomiser les territoires par rapport à leurs stratégies de com



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

# Questions ?

---

## WP2 - COMMUNICARE



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

WP3

I2PRI



europe.regionpaca.fr



Région Provence Alpes Côte d'Azur

# Contexte

- L'information préventive sur les risques : des formes variées





## Questionnements ?

- L'information préventive est-elle efficace ?
- Quel est son impact sur la connaissance, la perception des risques?
- Quel type, quelle forme d'information est adapté-e à mon territoire ?
- Comment mieux évaluer son impact ?





europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

## Objectif opérationnel du WP3

Comprendre les **modalités de l'information préventive** pour **optimiser** son déploiement  
dans les territoires



# Méthodologie

analyser

- Réaliser un diagnostic de territoires

évaluer

- Développer un *serious game* et une mise en scène théâtralisée (pièce dont vous êtes le héros)
- Déployer les deux protocoles sur le terrain

co-  
construire

- Opérationnaliser le protocole

valoriser

- Former
- Transmettre les recommandations



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

## Livrables opérationnels

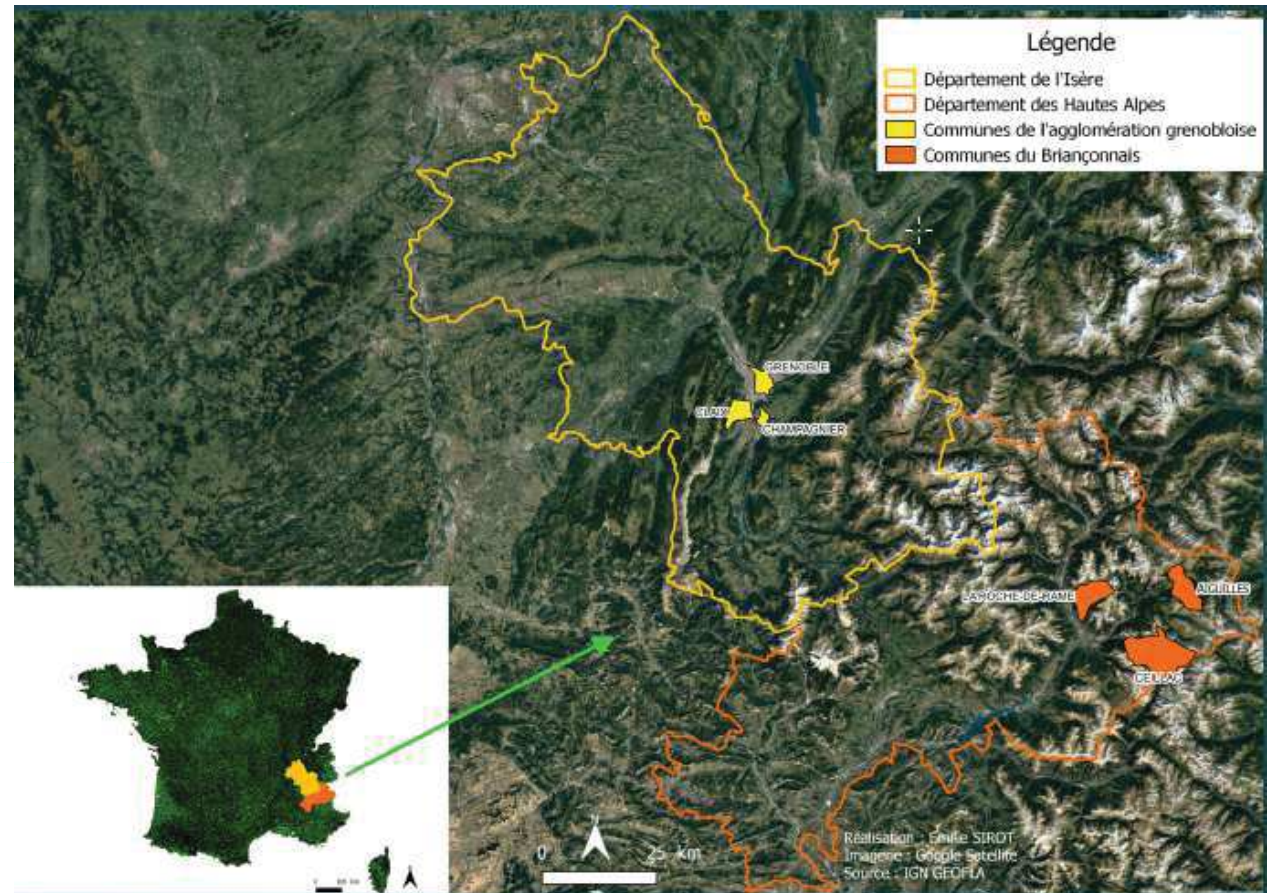
- **LO.1** : Un protocole opérationnel d'évaluation des actions d'information préventive et applicable à d'autres TAGIRN
- **LO.2** : Fiches de recommandation destinées aux collectivités partenaires en matière d'information préventive
- **LO.3** : Un guide d'utilisation du protocole d'évaluation des actions d'information préventive



## Les terrains du WP3

*Des territoires sur les 2  
régions, dont certains  
communs aux autres WP*

*Des contextes de risques  
similaires (séisme et  
inondation)*





## Des visites de terrain pour...

analyser

- Collecter des données sur les territoires (info préventive, risques, événements...)

évaluer

- Déployer les deux protocoles sur le terrain = évaluation individuelle

co-  
construire

- Recenser les besoins des territoires // opérationnalisation

valoriser

- Former
- Transmettre les recommandations



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

# Questions ?

---

## WP3 - I2PRI



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

# WP4 SMARS



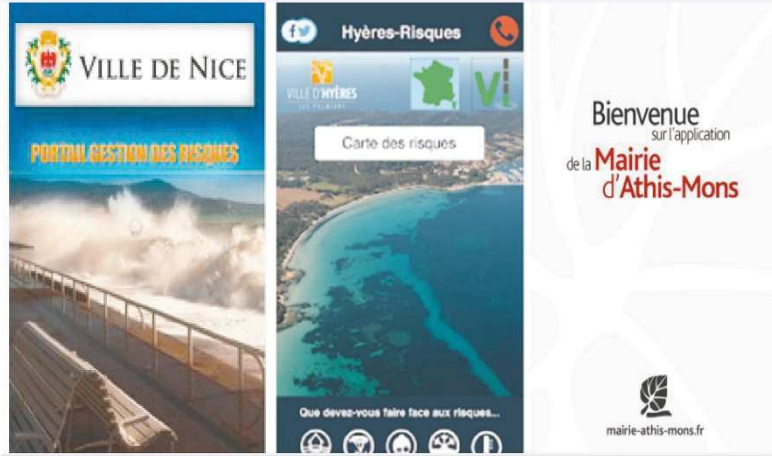
pe.regionpaca.fr



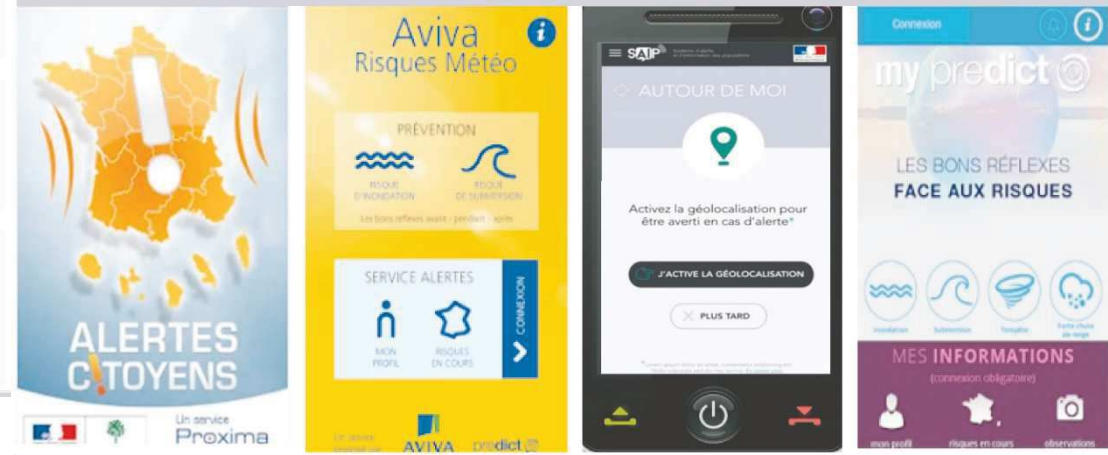
Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

# 1) Potentiel

Exemples d'applications permettant la diffusion d'une alerte en cas d'inondation à une échelle communale en France



Exemples d'applications permettant la diffusion d'une alerte en cas d'inondation à l'échelle nationale (France uniquement)



Nom de l'application	Nom du développeur	Système d'exploitation	Mode de diffusion	Espace couvert	Taille	Prix	Messages diffusés	Liens carto	Dépendance à Internet	Privé ou public	Centre de décisions
Alert EU	Elecont LLC	iOS	Consultative	Europe	23,9 Mo	Gratuit	SMS / Mail	Oui	Oui	Privé	Autorités seulement
Alerte Citoyens	SAS Olyts	iOS / Android	Consultative	France	8,7 Mo	Gratuit	SMS / Mail	Oui	Non	Privé	Autorités seulement
Alertes Citoyens	Ministère	Android	Participative	France		Gratuit	Push	Oui	Oui	Public	Autorités seulement
Disaster Alert	PDC	iOS / Android	Consultative	Monde	15,1 Mo	Gratuit	Push	Oui	Oui	Privé	Utilisateurs / autorités
Hyères-Risques	ISN Hyères	iOS / Android	Consultative	Ville	31,7 Mo	Gratuit	Push	Oui	Oui	Public	Autorités seulement
Inondations et catastrophes	Steff	Android	Consultative	Monde		Gratuit	Push	Oui	Oui	Privé	Autorités seulement
MyPredict	Predict Services	iOS / Android	Consultative	Monde	3,7 Mo	Variable	Push	Oui	Oui	Privé	Utilisateurs / autorités
Notico	Deveryware	iOS / Android	Consultative	France	34,1 Mo	Gratuit	Push	Oui	Oui	Privé	Utilisateurs / autorités
Risques Nice	Ville de Nice	iOS / Android	Participative	Ville	6 Mo	Gratuit	SMS / Mail	Oui	Non	Public	Utilisateurs / autorités
Signalert	Signalert Sarl.	iOS / A. / WP	Participative	Monde	20,7 Mo	Variable	SMS / Mail	Oui	Oui	Privé	Utilisateurs / autorités
SAIP	Deveryware	iOS / Android	Consultative	France	38,3 Mo	Gratuit	Push	Non	Oui	Public	Autorités seulement
Vialert!	CEDRALIS	iOS / Android	Participative	Monde	6,9 Mo	Gratuit	Push	Oui	Oui	Les deux	Utilisateurs



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

# 1) Potentiel



Vidéo prise à Curier,  
Relikée 9 923 fois



Orages avec coulée de boue spectaculaire dans le Haut Rhin, la A 36 est bloquée au niveau de Burnhaupt le Haut



Vidéo prise à St-Sève



Vidéo prise à Breteuil, montrant les inondations suite à un orage stationnaire ayant apporté près de 100 mm en 3h



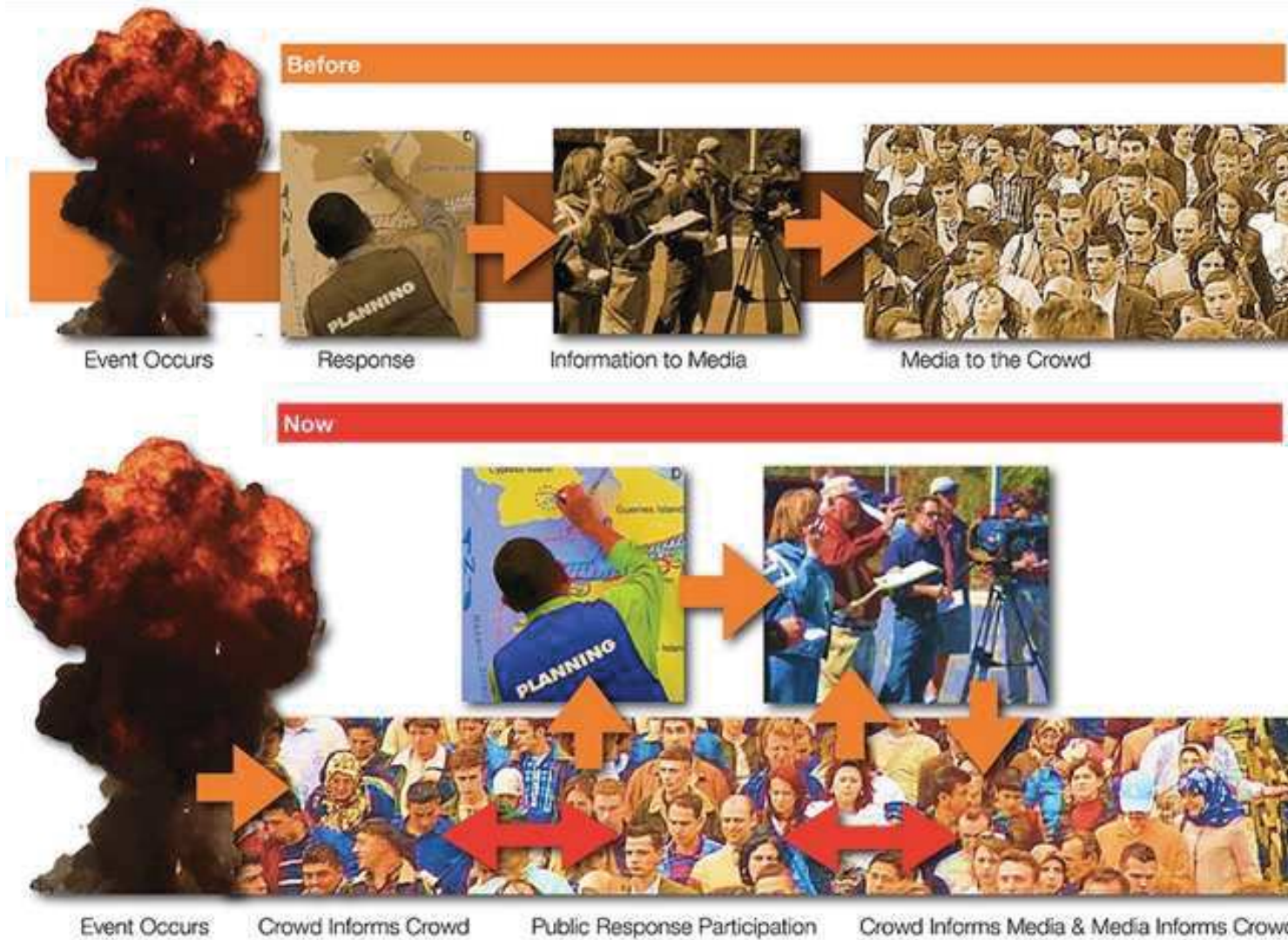


europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

## 2) Enjeux





regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

### 3) Limites

Couverture simulée    Qualité mesurée

**Cartes de couverture simulée**

Voix et SMS    Internet mobile

3G    4G

Service	Orange	Bouygues	SFR	Free
Population	96 %	95 %	95 %	82 %
Surface	77 %	74 %	75 %	48 %

Note: les cartes du service Internet mobile sont binaires (couvert/non couvert). La présentation en 4 niveaux, comme pour le service Voix/SMS, fera l'objet de travaux complémentaires.

Cartes de couverture simulée au 01/01/2018 fournies par les opérateurs. Pour les données internet mobile (3G/4G) Free, données au 01/07/2017

OpenData - Contact - En savoir plus

Rechercher votre commune

Aucun service

10:41    100 %

Photos    Appareil photo    Météo    Horloge

Plans    Notes    Réglages    Safari

Menfichetotal    Mail    Calendrier    Twitter

Calculatrice    RATP    Shazam    Boussole

Dictaphone    Facebook    Messenger    OUIGO

arcep

<https://www.monreseau mobile.fr/>



europe.regionpaca.fr



Région Provence Alpes Côte d'Azur

### 3) Limites



<https://www.youtube.com/watch?v=Dinj79VCZYY>



<https://www.youtube.com/watch?v=bIX44KLbcgU>

Pyrenees - 5 juin  
Chemin inondés #inondations #hautegaronne #pyrenees PI



L'application SAIP a été lancée juste avant l'euro de football en France en juin 2016 pour alerter sur des

#### L'application alerte attentat généralisée et disponible bientôt à Paris

Orange avec AFP, publié le samedi 19 novembre 2016 à 15h36

Baptisé API-Alerte, le prototype d'application expérimenté sur l'appli bornes Velib, par la préfecture de police, la PP, et la ville de Paris, depuis le mois de juin, pourrait être très rapidement généralisé à d'autres applications de transport utilisées par les Franciliens.

Ce prototype est pour l'instant, un système d'alerte géolocalisé, en cas d'attentat par exemple, via une application sur les bornes Vélib, a expliqué ce samedi la préfecture. Ainsi, dès que l'utilisateur de cette application se trouve à proximité d'un danger, il en est informé et dispose de conseils comportementaux à adopter.

Vue à l'échelle nationale

Zoom sur le snap d'intérêt identifié

Vidéo associée aux pluies intenses lors de l'épisode orageux du 7 juin 2018 (sur l'A7)

Vidéo associée au snap d'intérêt identifié



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

## 5) Livrables

### **Livrables prévus (fin 2018)**

- Synthèse scientifique (rapport de 20 pages) / Guide Blanc
- Synthèse des entretiens menés auprès des gestionnaires
- Fiches d'utilisation et d'intégration des médias sociaux dans les outils de gestion des risques à l'échelle communale

### **Livrable commun aux autres WP**

- Site internet (en cours de construction : [www.corestart.org](http://www.corestart.org))

### **Questionnements :**

- Aspects formels (fiches complémentaires au PCS ?)
- Aspects évolutifs (mise à jour ? changement du personnel ? élections ? ... )
- Appropriation (des gestionnaires vers la population ?)



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

# Questions ?

## WP4 - SMARS

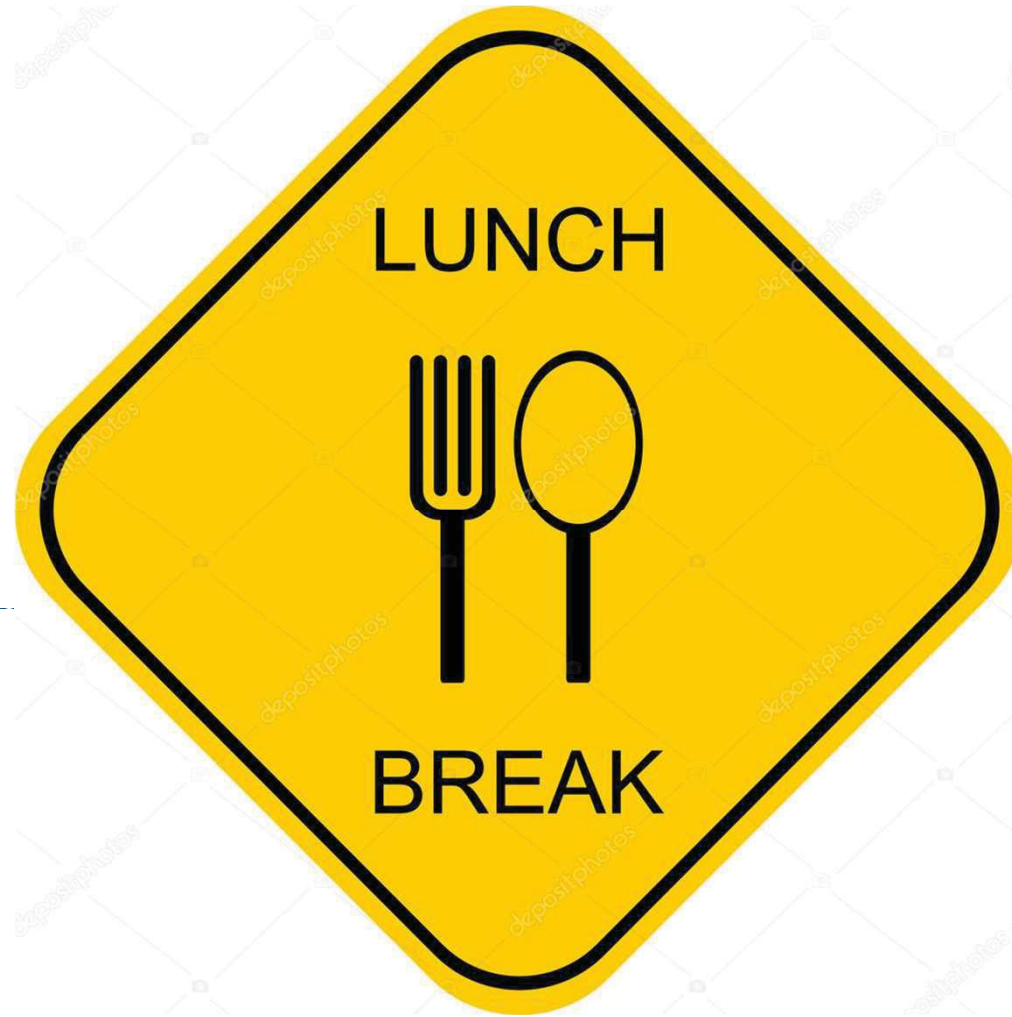
---



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur





europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

Café forum pour les échanges entre  
acteurs partenaires...



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

# Table Ronde

## Quelles attentes des territoires par rapport au projet ?



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

# Table Ronde Les limites des dispositifs participatifs et de co- construction



europe.regionpaca.fr



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

Merci à tous de votre participation!!